

Initiative garde d'enfants de WIEGO

Rapport de recherche par Laura Alfars

**« Nos enfants
ne reçoivent
pas l'attention
qu'ils méritent » :**

Synthèse des résultats de
recherche sur les femmes
travailleuses dans l'économie
informelle et la garde d'enfants,
issus de six organisations de
base de travailleurs pauvres.



« Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent »

Rapport de recherche de l'Initiative garde d'enfants de WIEGO

L'Initiative garde d'enfants (CCI en anglais) de WIEGO vise à déplacer la garde d'enfants de la périphérie vers le cœur de la politique sociale globale, de sorte qu'elle soit perçue comme un ensemble central de services sociaux, et une composante majeure de sécurité sociale. En ce qui concerne le débat plus large de l'accès à la garde d'enfants, la première priorité de WIEGO porte sur la relation entre l'accès à ce service et l'aptitude des femmes, en particulier les femmes pauvres, à améliorer leur situation économique et à exercer une activité source de revenus.

Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation, mieux connu sous l'acronyme anglais WIEGO, est un réseau mondial qui se mobilise pour améliorer le statut des travailleurs pauvres de l'économie informelle, en particulier celui des femmes. Nous estimons que tous les travailleurs devraient bénéficier de possibilités économiques et de droits égaux. WIEGO est acteur du changement par le renforcement des organisations de travailleurs de l'informel, par l'élargissement de la base des connaissances sur l'économie informelle, et par la promotion de politiques locales, nationales et internationales adéquates. Visitez www.wiego.org.

À propos de l'auteure :

Laura Alfery est la directrice adjointe du Programme de protection sociale de WIEGO, et postdoctorante à l'Institut de recherche sociale et économique de l'Université de Rhodes. Pour toutes questions ou remarques sur cette publication, merci de contacter Laura par courriel : laura.alfers@wiego.org.

Remerciements :

L'initiative garde d'enfants de WIEGO a été généreusement financée par la Fondation William & Flora Hewlett. L'auteure souhaite remercier Rachel Moussié & Francie Lund pour leur contribution essentielle dans la recherche et l'écriture de ce rapport. Merci à Susan Thomas (SEWA), Poonsap Tulaphan et Chonchita Tangworamongkon (HomeNet Thaïlande), Phumzile Xulu et Mbali Mthembu (SAIWA), Ana Carolina Ogando et Marina Brito (WIEGO au Brésil), et Dorcas Ansah, Lydia Pobee et Kweku Kyere (WIEGO au Ghana) pour la gestion des groupes focaux sur lesquels ce rapport est basé. Merci aussi aux 159 travailleuses de l'informel du Brésil, du Ghana, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Thaïlande qui ont généreusement donné de leur temps pour cette étude.

Date de publication : juillet 2016

ISBN : 978-92-95106-69-7

Publié par Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO). Une organisation caritative à responsabilité limitée – Société n° 6273538, organisme de bienfaisance n° 1143510

Secrétariat WIEGO	WIEGO Limited
Harvard Kennedy School	521 Royal Exchange
79 John F. Kennedy Street	Manchester, M2 7EN
Cambridge, MA 02138, États Unis	Royaume Uni
www.wiego.org	

Photo de couverture : Hakia Latif, colporteuse, transporte des marchandises sur sa tête et son enfant sur le dos dans un marché d'Accra, au Ghana.
Photo: Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

Création : Julian Luckham of Luckham Creative

Copyright © WIEGO. Ce rapport peut être dupliqué pour des buts éducatifs, organisationnels, ou à des fins politiques, sous réserve d'une mention de l'auteure.

Table des matières

1. Introduction	1
2. Méthodes & Participantes	3
3. Résultats	5
4. Conséquences du travail rémunéré sur la vie de famille	7
5. Comment les travailleuses de l’informel gèrent-elles la garde de leurs jeunes enfants ?	9
6. Le rôle des hommes dans la garde d’enfants	17
7. Qu’est-ce qui fait un bon établissement de garde d’enfants ?	19
8. Conclusion	23
Sources	24
Annexe A	26
Annexe B	29

Tableaux et graphiques

Tableau 1: Caractéristiques individuelles des participantes	4
Tableau 2: Les principaux modes de garde d’enfants pendant que la mère travaille, par pays	10
Figure 1: Les principaux modes de garde d’enfants utilisés par les travailleuses de l’économie informelle, tous pays confondus	11



Un groupe de femmes à l'écoute lors d'une réunion nutritionnelle sur l'alimentation saine au Centre BalSEWA, à Ahmedabad, en Inde. Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage

« Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent »

1. Introduction

Dans le monde entier, les femmes sont surreprésentées dans les formes d'emploi qui sont précaires et où les revenus sont bas. Ce document de recherche est axé sur l'un des facteurs structurels qui à la fois renforce et reproduit la position marginale des femmes dans le marché de l'emploi : à savoir leur responsabilité disproportionnée pour la garde d'enfants non rémunérée, en comparaison des hommes. Les données quantitatives disponibles, principalement issues d'enquêtes sur l'emploi du temps, montrent de manière consistante que ce sont les femmes, plus que les hommes, qui portent la responsabilité de la garde d'enfants, et qu'elles sont susceptibles de gagner moins que les hommes dans leur participation à des travaux sources de revenus (Charmes, 2006 ; Budlender, 2008). Le travail de soins non rémunéré restreint et/ ou altère le temps que les femmes peuvent consacrer à des activités rémunératrices, ce qui dégrade leur potentiel de revenu. Plus indirectement, cela peut aussi avoir un impact sur les salaires du fait de la segmentation du marché du travail, avec des femmes qui sont associées de façon disproportionnée aux professions moins payées de « soins », comme les nourrices professionnelles (Lund, 2010).

Ce document présente les résultats de recherche d'une enquête qualitative qui a été menée parmi les organisations de travailleurs pauvres basées sur leurs adhérents (OBA) de cinq pays : le Brésil, le Ghana, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Thaïlande. L'étude focalise sur les femmes travailleuses de l'informel et les interactions entre leur besoin de sécurité économique, défini aussi bien en termes de revenus qu'en faculté d'épargne et de patrimoine, et leur responsabilité de garde d'enfants. Les questions clés de la recherche sont les suivantes :

- Quel est l'impact du travail de soins non rémunéré sur la capacité des travailleuses de l'informel à gagner un revenu ?
- Comment les travailleuses de l'informel qui ont des enfants en bas âge font-elles pour la garde d'enfants ?
- Quelles sont les alternatives dont elles disposent ?
- Quelles interventions pourraient-elles considérer utiles pour les aider à mieux gérer ces besoins, afin d'améliorer leur capacité de travail ?
- Quel est l'impact de leur implication dans un travail rémunérateur sur leur vie de famille ? Quand, et comment les hommes les assistent-elles pour les besoins de garde d'enfants ?

Alors que beaucoup a déjà été écrit sur le sujet de la position des femmes dans le marché du travail des pays industriels et postindustriels des pays développés (Williams, 2000 ; Stoll et coll. 2006 ; Henley et coll. 2006 ;

Enchautegui et coll. 2015), relativement peu d'attention fut portée sur les interactions entre l'activité de garde non rémunérée et le marché du travail des pays en voie de développement. Ici, la prédominance de l'emploi informel (ILO, 2012), qui est défini par son exclusion des régimes de protection sociale et de protection de la main-d'œuvre, où les relations employeurs/employées sont souvent soit inexistantes, troubles, ou délibérément dissimulées, où l'activité est assurée dans des lieux de travail informels comme le foyer, la voie publique, ou les décharges, où la plupart des revenus sont très bas et les heures de travail non réglementées, entretient une dynamique de marché de l'emploi différente de celle des pays développés, qui ont un meilleur niveau d'emploi formel, et où même les niveaux croissants d'embauche non standardisée sont cadrés dans un régime du travail réglementaire. Il n'est pas notre intention d'établir une ligne de division stricte entre les travailleuses pauvres des pays développés et celles des pays en voie de développement, qui en réalité sont confrontées à beaucoup de défis similaires, mais plutôt de reconnaître que la différence existe et qu'elle doit être expliquée dans la recherche sur ce sujet. Cette étude aide à combler le fossé dans la littérature existante en développant une image plus détaillée des dynamiques du travail de garde non rémunéré avec l'emploi informel, et vise une meilleure compréhension des interventions publiques possibles qui pourraient soutenir les femmes employées informellement, par l'équilibre de leurs responsabilités de soins avec un travail rémunéré.

Ce rapport soutient que la mise à disposition de services de garderies publics, accessibles et de bonne qualité, représente l'une des interventions politiques décisives qui a le potentiel d'améliorer de façon significative la productivité et les revenus des femmes qui travaillent informellement. Il est reconnu que la socialisation de la garde d'enfants n'est pas toujours considérée comme optimale – et que la société devrait habiliter les mères (et les pères) qui le souhaitent à veiller sur leurs propres enfants (Lister, 1997). De plus, de telles régulations sociales ne seront jamais une panacée pour corriger les inégalités systémiques de l'économie politique mondiale, qui sapent la faculté des familles à s'occuper de leurs enfants. Les réalités du contexte global actuel, où la politique macroéconomique, les coupes dans les dépenses de l'État, et la discréditation des réglementations du travail accentuent la pression sur les ressources économiques des populations pauvres, signifient que l'aptitude des familles individuelles à s'occuper convenablement de leurs enfants est en train de s'éroder (Heymann, 2006 ; Razavi, 2011 ; UN Femmes, 2015). Les faibles revenus de beaucoup d'hommes et de femmes employés dans l'économie informelle induisent le fait qu'ils et elles doivent travailler pour subvenir à leurs besoins vitaux, sans avoir le temps ni les moyens nécessaires à



*Rattana Chalermchai travaille comme employée de confection à domicile tout en s'occupant de sa petite-fille à Bangkok, en Thaïlande.
Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage*

consacrer pour la garde des enfants. Les familles, et en particulier les femmes, nécessitent un appui pour combler leurs besoins économiques et de garde d'enfants ; engager une responsabilité collective de garde au travers de mesures publiques est un moyen éminent par lequel un tel appui peut être obtenu.

Les conditions structurelles qui assurent que le travail des femmes – et par extension, toute activité de garde non rémunérée – reste sous-évalué par la société se manifestent de plusieurs façons. Ce rapport de recherche est explicitement centré sur l'un des aspects seulement d'une question plus large. Il se concentre exclusivement sur la garde d'enfants, au contraire d'une combinaison de garde d'enfants, de garde de personnes âgées et de

garde-malades – qui sont toutes des activités génératrices d'obstacles aux opportunités économiques, et à la réalisation des droits des femmes pour une éducation et un engagement citoyen. Il se focalise aussi sur les travailleuses de l'informel en tant qu'utilisatrices, plutôt qu'en tant que professionnelles, et ne prend pas en compte le grand nombre de femmes du monde entier qui sont impliquées dans la fourniture de services de soins – y compris celles qui prennent soin des enfants d'autres travailleuses de l'informel – dans des conditions qui relèvent souvent de l'exploitation extrême (Tokman, 2010 ; OIT, 2013 ; ITUC, 2016). La majorité des travailleuses domestiques, par exemple, ne bénéficient pas de contrat de travail leur garantissant un salaire décent, ni d'horaires de travail stables, ni de congés payés, ni de contributions à la sécurité sociale (OIT 2016).

Le fait qu'il ait été choisi dans ce rapport de se concentrer sur la garde des enfants et les utilisatrices des services de garde est un reflet du besoin de maintenir un objectif précis, en particulier pour ce qui concerne ses recommandations autour de la fourniture de services, où il y a de véritables différences entre les services d'appui aux femmes en rapport avec les soins pour les personnes âgées et les malades, et les services d'appui à la garde des enfants. Il est reconnu que certaines des recommandations contenues dans les dernières parties de ce rapport peuvent créer des tensions entre les travailleuses de l'informel qui sont utilisatrices, et celles qui procurent ces services. Cependant, il n'est pas dans l'intention de ce rapport d'établir des divisions entre les travailleuses, mais plutôt de mettre en lumière l'un des aspects de la question plus large du statut économique des femmes et les travaux de soins non rémunérés. En admettant ceci, le rapport conclut avec la nécessité de contextualiser cette étude, de la compléter avec des travaux de recherche additionnels, et par du soutien aux professionnelles de garde de l'informel.



*Un bébé de 6 mois, fait la sieste pendant que sa mère travaille dans une usine de confection à Bangkok, en Thaïlande.
Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage*

2. Méthodes & participantes

Un travail de terrain a été conduit sur cinq sites entre octobre et décembre 2015 : João Monlevade au Brésil, Accra au Ghana, Ahmedabad en Inde, Bangkok en Thaïlande, et Durban en Afrique du Sud. Au total, 159 travailleuses de l’informel ont été interrogées durant la période de recherche. Comme avec la plupart des enquêtes qualitatives, les critères d’échantillonnage étaient intentionnels plutôt qu’aléatoires. Les participantes ont été sélectionnées sur la base de leur adhésion à des organisations de travailleurs de l’informel – qui sont toutes affiliées à WIEGO. Au Brésil, les entretiens ont été réalisés dans la Coopérative des récupérateurs de matériaux Atlimarjom ; au Ghana, avec les membres de l’Association des marchés du Ghana (GAMA) et l’Association des vendeurs de rue et ambulants de l’économie informelle du Ghana (IHVAG) ; en Inde, avec l’Association des femmes indépendantes (SEWA) ; en Afrique du Sud, avec l’Association sud-africaine des travailleurs de l’informel (SAIWA) ; et en Thaïlande, avec HomeNet Thaïlande (HNT).

Parmi les critères d’échantillonnage, une préférence a été donnée aux femmes ayant un enfant de moins de sept ans. Des efforts ont aussi été faits pour intégrer différents secteurs, comme les vendeuses de rue, les récupératrices de matériaux, les travailleuses à domicile, les travailleuses domestiques et les agricultrices au sein de l’échantillon, bien que les travailleuses à domicile, les vendeuses de rue et les récupératrices de matériaux prédominent. L’objectif principal de WIEGO porte sur les travailleurs pauvres urbains, ce qui signifie que tous les entretiens, à l’exception d’un seul qui s’intéressait aux expériences des travailleuses agricoles en

Inde, ont été menés en milieu urbain. Du fait de la nature exploratoire et qualitative de cette enquête, il n’a pas été jugé nécessaire d’assurer que la taille des échantillons soit identique dans tous les pays. Les tailles d’échantillons dans chaque pays ont été choisies en fonction des besoins et de la capacité des OBA impliquées. La plupart des données ont été collectées au travers de groupes focaux (mode de groupe de discussion) comprenant chacun entre 5 et 8 participantes. Un questionnaire standard pour les groupes focaux (annexe A) a été développé par WIEGO et appliqué par les chercheuses présentes dans chaque pays. Les méthodes spécifiques pour obtenir des informations comprenaient des horloges d’activités, de la narration d’histoires, et une évaluation des critères des « bonnes » et des « mauvaises » garderies. Les informations individuelles des participantes (IIP) ont été saisies dans un bref questionnaire administré avant le début des entretiens des groupes focaux (annexe B).

Les caractéristiques essentielles de l’échantillon sont disponibles dans le tableau 1 ci-dessous. La majorité des participantes étaient originaires de Thaïlande (28 %), suivie par l’Inde (25 %). Quarante-deux pour-cent des personnes interrogées s’occupaient d’au moins un enfant de moins de sept ans. La majorité des femmes (82,5 %) se sont déclarées comme étant la mère des enfants, alors que 15 % d’entre elles, principalement des travailleuses thaïlandaises, se sont identifiées comme étant la grand-mère. Les grands-mères qui s’occupent de jeunes petits-enfants sont un phénomène qui a été étudié en Thaïlande, car beaucoup d’adhérentes d’HomeNet Thaïlande (HNT) sont classées dans cette catégorie. Les travailleuses à domicile représentaient le secteur caractéristique, parce

que les travailleuses en provenance d'Inde et de Thaïlande, ou le travail à domicile prédomine, composent la majorité de l'échantillon. 64 % des participantes étaient âgées entre 25 et 45 ans, et la majorité (65 %) d'entre elles étaient mariées. La décomposition des données sur le statut marital révèle une différence claire entre les pays – au Brésil et en Afrique du Sud, la majorité des femmes étaient célibataires, divorcées ou veuves, tandis qu'au Ghana, en Inde et en Thaïlande, la majorité était mariée.

Profil des organisations de base
<p>Coopérative Atlimarjom Située à João Monlevade, Minas Gerais, au Brésil. Créée en : 2001 Nombre de membres : 26 Secteur : récupératrices des matériaux</p>
<p>Association des marchés du Ghana Située à Accra, au Ghana Créée en : 1961 Nombre de membres : représentation des 40 marchés formels d'Accra Secteur : vendeuses de marché</p>
<p>Association des vendeurs de rue et ambulants de l'économie informelle du Ghana Située à Accra, au Ghana Créée en : 2003 Nombre de membres : 6000 Secteur : vendeuses de rue et ambulantes</p>
<p>Association des femmes indépendantes Située à Ahmedabad, en Inde, mais active au niveau national Créée en : 1971 Nombre de membres : 1.9 million Secteur : un éventail de secteurs, comprenant des travailleuses à domicile, des vendeuses de rue, des ouvrières agricoles, des récupératrices de matériaux, des ouvrières du bâtiment.</p>
<p>Association sud-africaine des travailleurs de l'informel Située à Durban, en Afrique du Sud Créée en : 2011 Nombre de membres : 1000 Secteur : vendeuses de rue et de marché, travailleuses à domicile</p>
<p>HomeNet Thaïlande Située à Bangkok, en Thaïlande, mais active dans 4 régions du pays Créée en : 1992 Nombre de membres : 3900 Secteur : Travailleuses à domicile, travailleuses domestiques, vendeuses de rue</p>

Tableau 1: Caractéristiques individuelles des participantes		Nombre [% de l'échantillon total] (n=159)
OBA		
	Coop. Atlimarjom (Brésil)	13 [8%]
	GAMA & IHVAG (Ghana)	32 [20%]
	SEWA (Inde)	39 [25%]
	SAIWA (Afrique du Sud)	30 [19%]
	HNT (Thaïlande)	45 [28%]
Secteur		
	Ouvrière agricole	6 [4%]
	Travailleuse domestique	7 [4%]
	Travailleuse à domicile	63 [40%]
	Vendeuse de rue/marché	57 [36%]
	Récupératrice des matériaux	24 [15%]
	Autre	2 [1%]
Âge		
	18-25 ans	30 [19%]
	26-35 ans	53 [33%]
	36-45 ans	49 [31%]
	46-55 ans	14 [9%]
	56-65 ans	11 [7%]
	Plus de 65 ans	2 [1%]
Statut marital		
	Concubinage	3 [1.5%]
	Mariée	103 [65%]
	Séparée/Divorcée	11 [7%]
	Célibataire	32 [20%]
	Veuve	4 [2.5%]
	Statut non donné	6 [4%]
Relation à l'enfant		
	Tante	4 [2.5%]
	Grand-mère	24 [15%]
	Mère	131 [82.5%]



Kasha Solanki, une éducatrice du Centre d'accueil de jour de BalSEWA à Ahmedabad, en Inde, est assise aux côtés d'un de ses élèves, de 3 ans.
Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage

3. Résultats

3.1 De quelle façon la garde d'enfants affecte-t-elle la possibilité de gagner un revenu pour les travailleuses de l'économie informelle ?

Dans une étude comparative de données quantitatives sur Accra et la ville de Guatemala, Quisumbing et coll. (2003), ont démontré que la présence de garderies accessibles marquait une différence seulement sur les niveaux d'emploi des femmes de la ville de Guatemala, mais pas pour Accra. Les auteures attribuent cette disparité au fait que les femmes de la ville de Guatemala travaillent comme salariées dans des « maquiladoras » (usines de montage en zone franche), tandis qu'à Accra, beaucoup de femmes sont des travailleuses indépendantes de l'informel. Cela les porte à conclure que la mise à disposition de « garderies de jour pouvait être une considération de moindre importance pour les travailleuses indépendantes lorsque venait la décision d'entrer sur le marché du travail ». (p. ii). Cependant, notre enquête suggère que cela ne devrait pas être interprété pour signifier que la mise à disposition de garderies n'est pas importante pour les femmes indépendantes¹. De bien des manières différentes, les recherches révèlent que la garde d'enfants a une incidence sur la capacité des femmes à gagner un revenu. Cela signifie que la décision d'entrer ou non sur le marché du travail est juste une voie liant l'autonomie économique à la garde d'enfants.

Premièrement, les femmes auraient tendance à chercher un travail qui soit plus souple, mais aussi plus irrégulier et moins bien payé. En Thaïlande par exemple, les travailleuses à domicile rapportaient qu'elles étaient conscientes que

« travailler en dehors » du foyer impliquerait qu'elles puissent accéder à des emplois plus réguliers et mieux rémunérés. Mais l'avantage d'être en mesure de surveiller leurs enfants et de vaquer aux tâches ménagères faisait que travailler à la maison était en fin de compte plus logique [GF5 Thaïlande]. Néanmoins, même pour les travailleuses de l'informel qui travaillent hors du foyer, le besoin de souplesse était primordial et avait pesé sur le choix de l'emploi². En Afrique du Sud, plusieurs récupératrices de matériaux affirmaient que la raison pour laquelle elles avaient choisi cette forme d'emploi précaire venait de la souplesse que cela leur autorisait [GF3 Afrique du Sud]. Au Ghana, une femme racontait cette histoire :

Il y a environ six mois, j'avais un boulot de femme de ménage, mais je devais pointer à 6:00 du matin et fermer à 6:00 du soir. J'ai accepté cet emploi, mais le matin suivant lorsque j'ai dû commencer mon travail, j'ai reconsidéré ma décision à propos de la garde de mes enfants. La femme pour qui je devais travailler m'a appelée le matin suivant pour demander si je venais parce que j'avais environ une heure de retard. Je lui ai dit que je voulais emmener mes enfants à l'école avant de me présenter, mais elle m'a répondu que tout retard

¹ Ceci est l'interprétation choisie par Buvinic, Furst-Nichols & Courey Pryor dans leur « Plan d'action pour la promotion de l'émancipation économique des femmes » de 2013, rédigé pour la Fondation des Nations unies et ExxonMobil.

² Le mot « choix » doit être ici compris dans un contexte plus large de contraintes sur la participation des femmes au marché du travail. Ces femmes ne choisissent pas entre un emploi formel bien payé et un emploi informel mal payé, elles choisissent en général entre deux emplois dans l'économie informelle mal payés.

serait déduit de ma paye, alors j'ai décidé d'arrêter et de chercher un autre travail [GF3 Ghana].

Au final, cette femme a dû se rabattre sur de la vente en porte-à-porte avec un revenu bien moins sécurisé. En Inde, deux agricultrices déclaraient qu'elles avaient pris un emploi qui leur permettait de retourner à la maison toutes les trois heures pour allaiter leurs enfants [rapport GF Inde].

Deuxièmement, s'occuper des enfants affecte les horaires de travail de telle sorte que cela peut se répercuter négativement sur les revenus. À Accra, les meilleures périodes pour la vente de rue sont tôt le matin quand les gens vont au travail, et le soir quand ils rentrent à la maison. Seulement, « *ce sont aussi les horaires pendant lesquels votre enfant a le plus besoin de vous* », faisait remarquer une commerçante ghanéenne [GF1 Ghana]. Une autre marchande racontait comment elle avait géré cette incompatibilité : « *...parfois, je lui (son fils) fais rater l'école pour la journée, et je peux aller faire mélanger ma farine en machine, et j'ai assez de temps pour la frire et revendre* », nous disait une boulangère et vendeuse ghanéenne de « buff loaf » (boule de pâte frite). Finalement, soucieuse de l'éducation de son enfant, elle a décidé « *d'acquérir la farine en assez grandes quantités* » pour frire l'équivalent de deux à trois jours de boules de pain. Le problème est que ces boules de pain ont meilleur goût lorsqu'elles sont fraîches, et du coup, la stratégie « *a aidé la scolarité de mon fils, mais mon affaire de boule de pain a décliné parce que je conservai un vieux mélange... Et le goût a changé* » [GF2 Ghana]. En Afrique du Sud, une commerçante se plaignait du fait qu'elle devait abrégé sa journée de travail afin de récupérer son enfant à la garderie – « *Avant, quand je n'avais pas de petit enfant, je travaillais jusqu'à tard, vers 16:00 ou 17:00. Les camions apportent de bons produits en fin de journée et j'ai le sentiment que je laisse passer tout cela* » [GF3 Afrique du Sud]. En Thaïlande, une travailleuse à domicile affirmait que si elle passait « *trop de temps* » à s'occuper de son enfant pendant la journée, elle devait compenser en travaillant tard jusque dans la nuit et en prenant sur son sommeil [GF7 Thaïlande].

La troisième façon dont la garde d'enfants peut avoir des conséquences sur les revenus des travailleuses de l'informel est en les distrayant de leur travail et en diminuant la productivité. C'est un problème auquel sont confrontées ces femmes qui travaillent et veillent sur leurs enfants au foyer (les travailleuses à domicile), mais aussi les autres travailleuses de l'informel qui emmènent leur progéniture avec elles au travail. « *Quand les enfants ne sont pas avec nous, nous pouvons travailler plus vite. Ma belle-sœur qui envoie son enfant à la garderie (de SEWA) est capable de gagner plus que moi par jour parce que mon fils est à la*

maison avec moi et qu'il a toujours besoin d'attention... Il interfère avec mon travail. Je cuisine du « rotis » (pain plat) pour la vente. J'ai toujours peur qu'il touche la grille chaude et qu'il se brûle. À d'autres moments, il sort de la maison en courant et je dois courir après lui pour le ramener », nous racontait une travailleuse à domicile indienne [rapport GF Inde]. Une marchande sud-africaine déplorait que son « *travail soit affecté* » par son tout-petit qui courait partout, et qui la rendait « *folle* » alors qu'elle essayait de travailler [GF5 Afrique du Sud]. Une travailleuse à domicile thaïlandaise avait développé une méthode ingénieuse pour garder son enfant tranquille pendant qu'elle travaillait : « *Lorsque je vivais à Bangkok, je cousais, et je relevais mon bébé en accrochant une corde au berceau qui était reliée à mon pied. J'opérais ainsi la machine à coudre tout en balançant le berceau avec mon pied* ». Elle reconnaissait que c'était fatigant, mais elle disait qu'elle était « *au moins capable de faire un certain revenu* » [GF1 Thaïlande].

Dans le même ordre d'idées, les jeunes enfants, en particulier les tout-petits, peuvent abîmer la marchandise, ce qui revient aussi à une perte de gains pour la personne qui s'en occupe. « *Mon petit-fils tourne autour, à attraper et à tirer le filet de pêche (sur lequel elle travaillait). Parfois, il se déchire et je dois le réparer* », se désolait une grand-mère thaïlandaise [GFD7 Thaïlande]. Une autre travailleuse thaïlandaise racontait la fois où elle avait été appelée par l'acheteuse des « hijabs » qu'elle avait fabriqués : « *Mon travail avait des accrocs... Ils étaient coupés par des ciseaux. Quatre pièces en tout. Je n'avais pas remarqué que ma fille avait attrapé les ciseaux... (L'acheteuse était) sur le point de revendre ces hijabs. Elle a dit que la prochaine fois, elle devrait les déduire de ma paye* » [GF5 Thaïlande].

Au final, pour tous ceux qui travaillent hors du foyer, il y a aussi le problème de ne pas avoir d'espaces appropriés où laisser les enfants. De plusieurs façons, cela peut avoir une incidence sur les revenus. « *Je prends mon enfant au travail avec moi, mais quand le temps est mauvais, comme lorsqu'il pleut, qu'il y a du vent ou qu'il fait très chaud, parce qu'il n'y a pas d'abri où je travaille, je ne peux pas emmener l'enfant au travail, alors je reste à la maison* ». [GF3 Afrique du Sud]. Ne pas avoir de commodités pour allaiter ou pour changer les couches peut aussi représenter un problème, en particulier lorsque de la nourriture est servie. « *Quand vous vendez de la nourriture avec un enfant qui a juste quelque mois et que vous donnez le sein ou que vous changez des couches à côté, les gens n'achètent pas chez vous à cause de la scène désagréable que ces choses génèrent ; ils les perçoivent comme étant dégoûtantes et la nourriture avec* », rapportait une commerçante ghanéenne [GF4 Ghana].



Une travailleuse à domicile coud des vêtements tandis que ses petits-enfants jouent dans leur maison à Bangkok, en Thaïlande.
Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage

4. Conséquences du travail rémunéré sur la vie de famille

La capacité à générer une activité rémunératrice était une obligation pour la majorité des femmes interrogées pendant cette enquête. Cela soit parce qu'elles étaient des mères célibataires (surtout en Afrique du Sud où 26 des 30 femmes interrogées n'avaient pas de compagnon), soit parce que leur mari ne gagnait pas assez pour faire vivre la famille sur un seul revenu. Cependant, gagner de l'argent était aussi une source de fierté pour certaines de ces femmes, qui se sentaient clairement émancipées par leur aptitude à contribuer aux ressources du foyer. « Nos revenus aident la famille de beaucoup de façons », disait une fabricante de cerfs-volants en Inde. « Nous pouvons porter de meilleurs habits, et nous pouvons acheter du lait et des fruits » [rapport GF Inde]. Une travailleuse domestique ajoutait que cela n'avait pas d'importance si son mari pouvait trouver du travail ou non, parce qu'elle était « capable de gérer la maison » sur ses propres revenus.

Toutefois, l'enquête a aussi clairement montré qu'en participant aux ressources du foyer, les femmes devenaient sujettes au concept universellement reconnu du « double fardeau », qui touche les femmes de tous les pays et de toutes les classes socio-économiques. Dans le cas des travailleuses de l'informel cependant, il y a le problème additionnel des horaires de travail qui suivent des configurations très différentes de celles de l'emploi de bureau classique, et qui sont souvent très longs. Les horloges d'activités remplies par les participantes des groupes focaux révèlent une journée de travail qui débute très tôt et qui finit très tard, en général commençant

et terminant par les tâches ménagères. Le stress et l'épuisement apparaissaient comme une partie intégrante de l'existence normale des femmes interrogées. Les femmes s'inquiétaient des conséquences de ces longs horaires de travail sur la cohésion de leur vie de famille – en Inde, une femme se plaignait que sa famille ne pouvait pas partager les repas à cause des différents horaires de travail. Une autre ajoutait que si ses matériaux arrivaient tard, elle devait travailler tard, ce qui voulait dire que le dîner familial n'était pas prêt avant 10 heures du soir [rapport GF Inde].

Ajouté au stress, les femmes sont préoccupées par le sentiment de négliger leurs enfants – « ...En fait, il n'y a pas de temps pour les enfants. Nos enfants n'obtiennent pas l'attention qu'ils méritent de notre part » [GF1 Afrique du Sud]. Au Brésil par exemple, il a été remarqué que les femmes passaient en moyenne seulement 2 ou 3 heures par jour avec leurs enfants [GD1 Brésil]. Les conséquences étaient vastes. Cela augmentait le stress de la mère et déteignait sur son aptitude au travail – « Parfois, vous pouvez beaucoup penser aux enfants quand ils sont loin de vous ; vous voyez comment d'autres enfants sont bien traités et vous savez que vous ne faites pas assez pour les vôtres. Cela peut vous faire perdre votre concentration sur le marché, à tel point que vous ne pouvez simplement plus bien vendre » [GD2 Ghana]. Les femmes s'inquiétaient aussi des effets négatifs sur l'éducation de leurs enfants, sur leur santé, et sur leur développement général. « Leur éducation est affectée parce que l'attention nécessaire pour contrôler leurs progrès, entre autres, est limitée puisque vous devez aussi travailler pour mettre à manger sur la table », déclarait une femme du Ghana [GF1 Ghana].



*Un bébé de 6 mois joue sur le sol de l'usine de confection où travaille sa mère, à Bangkok, en Thaïlande.
Photo: Paula Bronstein/ Getty Images Reportage*

Un sentiment qui est ressorti de plusieurs groupes focaux était que la responsabilité de la garde d'enfants devrait être considérée comme une responsabilité sociale collective, parce que les femmes n'avaient simplement pas le temps de fournir à la fois des revenus, et l'attention adéquate pour leurs enfants. Au Brésil, les participantes ont suggéré que c'était la responsabilité de l'État de soutenir les travailleuses avec des politiques sociales plus complètes, qui respectent toute l'attention qui doit être donnée aux enfants. Elles ont plaidé pour plus de garderies en ouverture prolongée pendant la journée, mais aussi pour la mise à disposition de programmes d'éducation et de santé supplémentaires, afin de compenser le temps que les mères ne peuvent pas passer avec leur progéniture [GD1 Brésil]. Les femmes indiennes qui avaient inscrit leurs enfants dans les garderies SEWA ont partagé les mêmes sentiments, par l'impression qu'elles n'avaient ni le temps ni l'énergie nécessaires pour transmettre les bonnes valeurs, les bons comportements, ainsi qu'une éducation de base à leurs enfants ; elles appréciaient vraiment que les centres de puériculture puissent remplir ce rôle pour elles [rapport GF Inde].



Mayuri Suepwong est une mère célibataire travaillant comme employée de confection à domicile à Bangkok, en Thaïlande. Sa fille vient l'assister après l'école. Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage

5. Comment les travailleuses de l'informel gèrent-elles la garde de leurs jeunes enfants ?

Le rapport de l'ONU Femmes « Le progrès des femmes dans le monde » (2015) rend compte d'une enquête menée dans 31 pays en voie de développement, et qui révèle le manque de solutions de garde d'enfants disponibles pour les femmes travailleuses. 39 % des femmes sondées ayant un enfant de moins de 6 ans disaient qu'elles s'occupaient de leurs enfants elles-mêmes pendant le travail. Seulement 4 % avaient accès à un service de crèche ou de garderie, ce qui diminuait à 1 % pour les femmes les plus pauvres. Cependant, les résultats des informations individuelles des participantes (IIP) de notre enquête nous dévoilent un modèle discordant. Le fait que l'échantillon soit bien plus petit et qu'il ait été prélevé dans moins de pays contribue sans doute à marquer cette différence. De plus, le grand nombre des adhérentes de SEWA qui ont été interrogées et qui ont accès aux services de garde grâce aux centres de puériculture BaSEWA y participe aussi, ainsi que la présence de travailleuses brésiliennes, qui ont accès à la garderie gratuite, et de travailleuses ghanéennes qui peuvent envoyer leurs enfants à l'école dès le plus jeune âge.

Au Brésil, la majorité des femmes interrogées se fiaient à un organisme gouvernemental de garde d'enfants comme première option, tandis que les autres comptaient sur des membres de leur famille pour veiller sur eux. Dans beaucoup de cas, des voisines étaient aussi mobilisées comme soutien complémentaire lorsque les autres options étaient indisponibles. Au Ghana, la grande majorité des femmes

envoyaient leurs enfants à l'école dès l'âge d'un an, avec des membres de la famille (les grands-mères généralement) agissant comme appui si nécessaire. En Inde, la plupart des femmes interrogées les envoyaient dans un organisme de garde d'enfants non gouvernemental, bien que cette tendance fût suivie de près par les femmes qui dépendaient de leur famille pour ce soutien. Ce résultat est probablement non représentatif de l'Inde en général, car un grand nombre de femmes interrogées étaient des adhérentes de SEWA, et elles confient donc leurs enfants à un centre de puériculture de l'organisation. En Afrique du Sud, la majorité des femmes interrogées dépendaient d'établissements de garderie privés (principalement informels et non réglementés) pour s'occuper de leurs enfants pendant qu'elles travaillent, suivis de près par le soutien familial (de nouveau principalement les grands-mères). En Thaïlande, un grand nombre des femmes interrogées étaient des grands-mères s'occupant de leurs petits-enfants, mais essayant toujours de gagner leur vie. Dans la plupart des cas, ces femmes comptaient sur d'autres membres de la famille pour les aider, mais pour un certain nombre, elles sont les seules personnes disponibles et doivent gérer simultanément le travail, et la garde des enfants.

Tableau 2: Les principaux modes de garde d'enfants pendant que la mère travaille, par pays³

BRÉSIL	
Établissement de garderie gouvernemental	5 [63%]
Membre de la famille	3 [37%]
GHANA	
École	29 [91%]
Établissement de garderie privé	3 [9%]
INDE	
Établissement de garderie d'une ONG	15 [38%]
Membre de la famille	11 [28%]
Gardé à la maison quand la mère travaille	8 [20%]
Établissement de garderie gouvernemental	5 [13%]
AFRIQUE DU SUD	
Établissement de garderie privé (principalement informel et non réglementé)	11 [37%]
Membre de la famille	9 [30%]
Ils viennent au travail	5 [17%]
Voisines	2 [7%]
École	1 [3%]
Gardés à la maison pendant que la mère travaille	1 [3%]
THAÏLANDE	
Membre de la famille	19 [42%]
Gardés à la maison pendant que la mère travaille	16 [36%]
Établissement de garderie gouvernementale	10 [22%]

Les différences transnationales sur les modes de garde utilisés sont le reflet d'un certain nombre de points, dont le cadre institutionnel qui régit la garde des enfants dans chaque pays, les normes culturelles et sociales, les dissemblances entre les travailleuses individuelles (les niveaux de revenu par exemple), ainsi qu'entre groupes de travailleuses, en particulier, les disparités sectorielles. Des différences émergent aussi des caractéristiques de l'échantillon – par exemple le nombre de grands-mères interrogées en Thaïlande, et le nombre d'adhérentes de SEWA qui ont accès aux centres de puériculture de l'organisation en Inde.

Au Brésil, l'État met à disposition des garderies gratuites depuis les années 1960 (Ogando et Brito, 2016). Comme ce rapport le montrera plus loin, ces établissements ne sont pas sans problème. Toutefois, ils ont clairement été d'un grand

secours pour les récupératrices de matériaux interrogées pour ce projet de recherche. Au Ghana, les participantes de l'enquête ont fait part d'une profonde défiance envers les soins de garde privés, qu'ils soient donnés par la famille ou par une aide domestique rémunérée. Il y avait cependant une grande estime pour l'importance de l'éducation qui, combinée avec le fait que les écoles (avec maternelles) sont disposées à accueillir les enfants très jeunes, expliquait que la plupart des femmes interrogées saisissaient l'opportunité de cette solution. Bien qu'au Ghana l'âge de scolarisation soit officiellement établi à partir de 3 ans, dans cette enquête, les femmes ont déclaré envoyer leurs enfants à l'école dès l'âge d'un an.

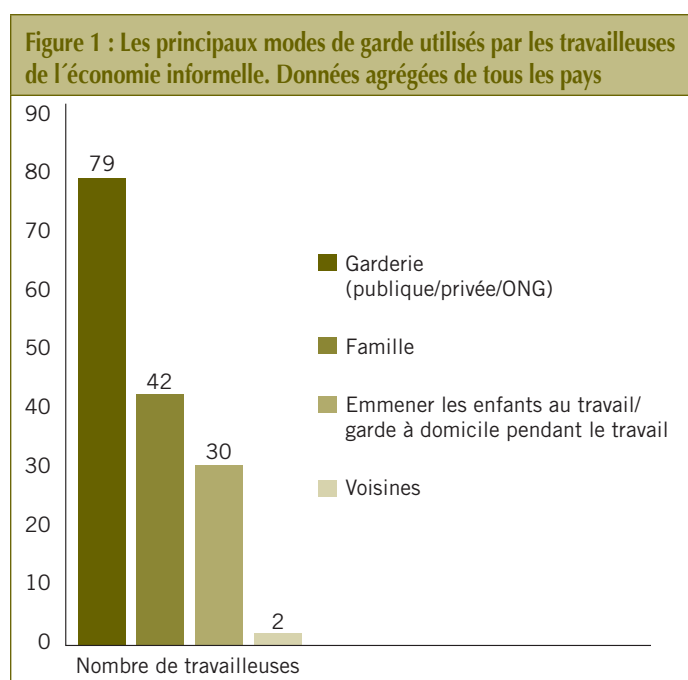
En Inde, l'État fournit une aide pour la garde des très jeunes enfants à travers son « Programme de développement intégré de l'enfant » (ICDS), dont la couverture est estimée à environ 26 % des enfants indiens âgés de 0 à 6 ans, mais dont les heures d'ouverture sont limitées entre 2 à 4 heures par jour, ce qui les rend inadéquates pour les mères travailleuses (Palriwala et Neetha, 2011). Les organisations non gouvernementales sont également actives dans la mise à disposition de services de puériculture, comme le font SEWA ou les fameuses « Crèches mobiles ». Mais pour une large part, dans les foyers pauvres, ce sont soit les femmes soit les grandes sœurs qui prennent soin des jeunes enfants (Palriwala and Neetha, 2011). En Afrique du Sud, le gouvernement a tenté d'institutionnaliser le « Développement de la petite enfance » (ECD). À ce jour, cela a conduit à l'universalisation d'une année de classe R à l'école primaire (une année de réception pour les enfants de 5 ans), et au subventionnement de centres semi-publics d'éducation précoce à but non lucratif pour les plus jeunes enfants. Néanmoins, les installations pour les enfants de moins de cinq ans ne peuvent pas faire face à la demande, et de nombreux tout-petits (particulièrement de zéro à deux ans) dépendent d'arrangements de garde informels (Martin et coll. 2014). Depuis 2004, à Bangkok, en Thaïlande, la municipalité fournit des subventions aux garderies communautaires pour qu'elles s'occupent des enfants âgés de zéro à six ans (Administration métropolitaine de Bangkok, 2007).

Les disparités sectorielles entre travailleuses sont également significatives, et elles interagissent avec le cadre institutionnel et les normes sociales de chaque pays, pour déterminer le degré de viabilité des modes de garde d'enfants. Celles qui avaient le moins de chances de bénéficier d'une assistance maternelle étaient les travailleuses à domicile de l'Inde et de la Thaïlande – elles

³ Ce tableau exclut 6 travailleuses du Brésil dont les enfants étaient des adolescents/tes plus âgés.

avaient choisi la solution du travail à domicile afin de pouvoir s'occuper de leurs enfants. Pour les récupératrices de matériaux du Brésil et de l'Afrique du Sud, cependant, l'idée d'emmener un enfant au travail était perçue comme tout à fait inappropriée, à cause de leur environnement de travail dangereux. Dans ces cas-là, les femmes affirmaient qu'elles préféraient ne pas travailler si elles n'avaient pas d'autre arrangement de garde d'enfants possible. Il a également été remarqué par la coordinatrice de puériculture de SEWA que les disparités sectorielles affectaient aussi la façon dont les femmes interagissaient avec les centres de garderie – les vendeuses de rue avaient généralement besoin de laisser leurs enfants au centre toute la journée, alors que les ouvrières agricoles et parfois les travailleuses à domicile, qui avaient plus de souplesse et pouvaient peut-être travailler plus près, venaient jusqu'à la crèche pour allaiter.

La partie suivante synthétise et traite plus en profondeur des modes de garde qui étaient utilisés par les travailleuses de l'informel ayant participé à cette enquête. Les options sont classées par ordre décroissant, du mode de garde le plus utilisé à travers les pays au moins utilisé, comme il est résumé dans la figure 1 ci-dessous. Il doit être précisé que ce sont les principales formes de garde d'enfants utilisées par les contributrices de l'enquête. Dans la plupart des cas, les femmes comptaient aussi sur le soutien complémentaire de la famille, des voisines et/ou des membres de leur communauté pour les aider à faire face.



5.1 Établissements de garde d'enfants

Les types d'établissements de garderie utilisés par les femmes qui ont participé à cette recherche varient grandement, mais ils peuvent être schématiquement

rassemblés en quatre groupes. Il y a ceux qui sont publiquement mis à disposition, et qui sont gratuits ou largement subventionnés (comme au Brésil, dans certaines communes de la Thaïlande, et à travers l'ICDS en Inde). Il y a les établissements privés et marchands, qui sont soumis à la régulation de l'État et qui sont souvent trop onéreux pour les travailleuses de l'informel. Ensuite, il y a ceux qui sont fournis par des organisations non gouvernementales comme SEWA en Inde, et par un certain nombre d'organisations à but non lucratif en Afrique du Sud – celles-ci demandent souvent aux parents de payer une participation, bien que les frais soient maintenus le plus bas possible. En Inde, ces prestations ne sont pas réglementées par l'État, bien qu'il soit nécessaire de se conformer aux normes de base si de l'argent public est perçu. En Afrique du Sud, le gouvernement distribue une subvention aux associations qui doivent adhérer à des normes de base (Martin et coll. 2014). De plus, et tout spécialement en Afrique du Sud, il existait aussi des garderies informelles privées, non réglementées par l'État, et qui étaient gérées par des membres de la communauté.

D'un pays à l'autre, il y avait des points de vue différents sur la question de savoir si les établissements de garde étaient une solution désirable. En Thaïlande, certaines des femmes ont décrit le « *soulagement* » qu'elles avaient ressenti de pouvoir envoyer leurs enfants dans des lieux sécurisés en dehors du foyer, pendant qu'elles se concentraient sur leur travail rémunéré [GF4 Thaïlande]. Elles sentaient que cela leur permettait de « *respirer plus facilement* » [GF7 Thaïlande]. En Inde aussi, il était clair que les femmes ayant accès aux centres de puériculture de SEWA se sentaient rassurées que l'on s'occupe bien de leurs enfants, et qu'elles étaient plus capables de se focaliser sur leur travail rémunéré à domicile, que celles qui n'y avaient pas accès [rapport GF Inde]. En Afrique du Sud, une récupératrice de matériaux avait l'impression qu'une crèche était bien plus préférable que de se reposer sur une voisine, ou tout autre individu pour une garde à domicile, parce qu'ils peuvent « *ne pas être fiables* » [GF3 Afrique du Sud]. Au Brésil, il était essentiel pour une femme d'avoir accès aux garderies, car elle avait déménagé en ville et n'avait pas de famille proche vers qui se tourner pendant qu'elle travaillait dans la coopérative de récupération des matériaux – « *sans garde de jour, je ne peux pas travailler. Quand il n'y a pas de garde de jour, je ne travaille pas* », disait-elle [GF1 Brésil]. Deux autres femmes avec des enfants plus âgés racontaient qu'elles n'avaient pas eu accès aux gardes d'enfants la journée lorsqu'ils étaient plus jeunes, et qu'en conséquence, elles avaient dû s'arrêter de travailler pendant deux ans [GF2 Brésil]. Comme le montre le tableau 2, certains modes de garde institutionnels ont été privilégiés par une majorité de femmes au Brésil, au Ghana (bien que cela soit seulement



Jyotsna Mahendra, une éducatrice de l'accueil de jour de BaiSEWA à Ahmedabad, en Inde, enlace son élève âgée de 4 ans.
Photo: Paula Bronstein/ Getty Images Reportage

lorsque les enfants étaient acceptés à l'école), en Inde (bien que cette donnée soit probablement faussée par les adhésions de SEWA), ainsi qu'en Afrique du Sud. Il n'y a qu'en Thaïlande où cela n'était pas l'option la plus utilisée.

Toutefois, il apparaît dans le tableau 2 et la figure 1 que près de la moitié des personnes interrogées (48 %) n'utilisaient pas d'établissement de garderie comme principal mode de garde. Il y a de multiples raisons pour cela, comprenant à la fois les circonstances et les préférences individuelles (le souhait de donner son attention maternelle, et la disponibilité de la famille pour garder les enfants), ainsi que des obstacles plus structurels d'accessibilité. Le souhait de donner son attention maternelle était le plus clairement mis en avant par un groupe de travailleuses à domicile en Thaïlande, qui admettaient que même si « *c'est épuisant* » de concilier la garde d'enfants avec le travail à domicile, elles tiraient une grande joie de pouvoir être avec leurs enfants pendant la journée : « *C'est un bonheur de s'occuper de nos enfants et de les élever* » nous disait l'une d'entre elles [GF3 Thaïlande].

Cependant, il était plus courant pour les femmes de faire référence aux barrières structurelles comme raisons pour ne pas utiliser les organismes de garde. La disponibilité de ces installations ne semblait pas poser trop de problèmes – certainement parce que la plupart des entretiens étaient conduits dans des aires urbaines plutôt denses. Mais la première véritable limite exprimée était le coût, plutôt que la disponibilité. L'ONU Femmes (2015) rapporte que la mise à disposition de gardes d'enfants pour les moins de 3 ans est « rarement gratuite », et que le coût représente une barrière

importante à surmonter pour les travailleuses pauvres. Dans notre enquête, les plaintes à propos de la « cherté » des garderies étaient les plus saillantes en Afrique du Sud, où la garde institutionnelle des enfants de moins de 3 ans est exclusivement privée. Néanmoins, en Inde également, les ouvrières agricoles se plaignaient aussi du coût des garderies peu onéreuses de SEWA, qui facture 150 roupies par mois (approx. 2\$ US) : « *Je souhaiterais inscrire mon enfant dans le centre, mais les frais sont si élevés que je ne l'inscris pas là-bas* » [rapport GD Inde]. Même de petits prix pour des services de puériculture peuvent représenter un obstacle pour les travailleuses les plus pauvres, bien que certaines femmes aient aussi remarqué que la dépense pour un centre qui nourrit les enfants peut au final conduire à faire des économies, si l'on considère les frais de nourriture par personne : « *Avant que j'emmène mon enfant dans une crèche, je dépensais au moins 50 rands (approx. 3\$ US) pour elle chaque jour. Elle demandait du thé, du porridge, à manger, des bonbons, des boissons et des goûters toute la journée, je devais dépenser, dépenser, dépenser...* », rapportait une commerçante de l'informel sud-africaine [GF3 Afrique du Sud].

Une découverte frappante de cette enquête montrait que les coûts induits par l'inscription d'enfants dans les garderies ne se limitaient pas seulement aux honoraires. Une marchande sud-africaine mentionnait qu'elle avait dû retirer sa fille de la crèche en grande partie à cause des frais annexes : « *J'ai essayé la crèche pour mon enfant autrefois... Il y avait beaucoup de frais ; avant d'aller au travail, je devais payer quelqu'un pour s'occuper d'elle en attendant la voiture qui l'emmenait à la crèche. La personne devait aussi s'en occuper une fois que la crèche avait fermé... Donc je devais payer pour cette personne, pour le transport et pour la crèche* » [GF2 Afrique du Sud]. Ce témoignage met en lumière quelques-unes des préoccupations majeures que les travailleuses de l'informel rencontrent avec les organismes de garde, dans tous les pays couverts par cette enquête. Leurs heures d'ouverture ne sont pas souvent adaptées aux réalités de la vie professionnelle, et en particulier, de la vie professionnelle dans l'économie informelle, où les horaires peuvent être extrêmement longs ou irréguliers. Très souvent, les garderies ouvrent après que le travail ait commencé, et ferment avant que le travail ne se termine. Au Brésil par exemple, les récupératrices de matériaux commencent à 6 heures du matin, quand les centres ouvrent seulement à 7 heures [GF1 Brésil]. Dans ce cas, les femmes doivent prendre d'autres dispositions : soit compter sur la famille ou les voisins pour couvrir les intervalles, soit écourter leurs horaires de travail. Les seules exceptions à cela concernaient les femmes de l'Inde qui plaçaient leurs enfants dans les garderies de SEWA, qui pratiquent des horaires d'ouverture adaptés aux travailleuses, et mettent également en place

des solutions pour accompagner, si nécessaire, les enfants qui viennent au centre ou qui rentrent à la maison à pied [rapport GF Inde].

L'éloignement de l'établissement, que ce soit à partir du foyer ou du lieu de travail, est un autre facteur important pouvant faire augmenter les coûts d'une garde d'enfants. Devoir couvrir de longues distances signifie que les femmes doivent prendre sur leur temps de travail pour poser les enfants à la garderie, comme c'était le cas pour cette travailleuse à domicile indienne qui disait qu'elle n'envoyait pas sa fille au centre de puériculture SEWA parce que la distance qu'elles devraient parcourir reviendrait à fermer son magasin pour une période trop longue [rapport GF Inde]. Cela peut aussi vouloir dire payer en plus quelqu'un pour accompagner l'enfant, comme dans l'exemple sud-Africain cité plus haut. En Thaïlande, où l'une des garderies offrait un service de transport gratuit, les femmes étaient encore réticentes à envoyer leurs enfants dans une structure éloignée, disant que : « *C'est inquiétant que les enfants aient à faire la navette sur un long trajet. Ces temps-ci, il y a beaucoup de véhicules sur la route. C'est risqué* ». [GF7 Thaïlande]. En Afrique du Sud, le problème est exacerbé par l'aménagement de l'espace public issu de l'apartheid, qui veut que le centre économique de la ville soit éloigné des lieux de résidence de la majorité des gens. Bien que des garderies soient disponibles dans le centre-ville, où se trouve énormément de commerce informel, elles sont souvent hors de prix pour les moyens des marchandes, qui doivent alors se retourner vers les garderies des banlieues. Les longues distances que les femmes doivent parcourir avant de rejoindre leur foyer et d'être en mesure d'aller chercher leurs enfants génèrent des tensions horaires et économiques supplémentaires [GD1 Afrique du Sud].

Il se peut que la préoccupation la plus établie au sujet des établissements de garderie soit la qualité des soins reçus. Cette inquiétude était exprimée dans tous les pays et dépassait la division entre prestations de garde publiques et privées. Les femmes se sont remémorées beaucoup de fois où elles avaient pensé que les soins de base laissaient à désirer – lorsque au moment de les récupérer à la fin de la journée, les enfants avaient des bleus, étaient sales, ou n'avaient pas été nourris suffisamment – dans des établissements où il y avait trop d'enfants, pas assez de personnel, et des installations médiocres, comme c'est le cas en Afrique du Sud où la garde d'enfants informelle et non régulée privée tient une place importante. Toujours en Afrique du Sud, une participante nous a décrit une expérience particulièrement désagréable où « *l'assistante maternelle avait trop d'enfants à surveiller... Je recevais des appels qui m'informaient que mon enfant était assis tout seul devant notre maison. Il avait quitté la garderie sans que*

l'assistante ne s'en rende compte » [GF2 Afrique du Sud]. Au Brésil, il y avait aussi des signalements de discrimination envers les enfants des récupératrices de matériaux [GF1 Brésil]. Les doutes sur les centres de garderie s'exprimaient souvent en termes de confiance ; au Brésil, les femmes disaient qu'elles ne faisaient pas entièrement confiance aux centres auxquels elles confiaient leurs enfants, malgré le fait qu'ils soient importants pour leur travail rémunéré [GD2 Brésil]. En Thaïlande, une participante a simplement déclaré qu'elle ne « *leur faisait pas confiance (au personnel du centre) pour s'occuper de mes enfants* » [GF3 Thaïlande].

Cela conduit à la question de savoir quelles sortes d'établissements sont dignes de confiance. Cela sera traité dans une section prochaine sur les caractéristiques des « bonnes » garderies (c.-à-d. digne de foi). Il suffit de signaler ici, cependant, que lorsque les organismes de garde d'enfants sont considérés comme étant dignes de confiance, les indications suggèrent qu'ils soulagent les travailleuses de l'informel d'un poids immense, et qu'ils peuvent même être perçus comme étant préférables à la garde familiale. Cependant, quand la qualité des soins n'est pas reconnue, ou n'est pas structurée d'une manière qui convient aux travailleuses de l'informel, le fardeau des femmes n'est pas soulagé : elles s'inquiètent pour leurs enfants, sont incapables de se concentrer au travail, et doivent mettre en place des arrangements multiples, compliqués et onéreux, pour gérer les divergences entre la pratique des centres de garde et leur propre vie professionnelle. Toutes ces variables associées entre elles représentent des forces phénoménales de perte d'autonomie économique et personnelle. Ce point nous suggère que parmi tous les obstacles à franchir pour bénéficier des services de puériculture, la qualité est aussi importante que le caractère abordable ou l'accessibilité.

5.2 Famille et/ou membres de la communauté

Une autre solution courante pour la garde des enfants, sur laquelle comptaient les femmes de tous les pays, était l'attention donnée par des membres de la famille étendue, ou par des voisins et d'autres membres de la communauté dignes de confiance. C'était parfois le premier mode de garde utilisé. Et même lorsque le principal mode de garde était une crèche ou une garderie, les travailleuses devaient souvent se tourner vers la famille et les amies pour les aider au début et à la fin de la journée. En Inde, la garde des enfants par des membres de la famille étendue représentait la forme de garde la plus fiable parmi les ouvrières agricoles rurales : « *Je ne m'inquiète pas quand mes enfants sont avec ma belle-mère. Qu'ils soient avec qui que ce soit d'autre ou non, ils ont leur grand-mère avec eux* » [rapport GF Inde]. Néanmoins, dans certains cas lorsque la grand-mère n'était pas disponible, c'était aux enfants les plus âgés de la fratrie (en particulier les filles) de s'occuper

des plus petits [rapport GF Inde]. En Afrique du Sud, une participante a mentionné qu'elle et d'autres membres de sa communauté avaient mis en commun leurs ressources pour payer une voisine en qui elles avaient confiance pour garder leurs enfants à la maison : *« Il y a cette femme plus âgée, nous l'appelons Gogo (grand-mère), et elle prend soin de nos enfants. J'aime bien chez elle ; mes enfants se sentent comme à la maison. Alors elle et son mari – nous l'appelons Mkhulu (grand-père) – s'occupent de nos enfants. Nous nous sommes arrangées avec eux parce qu'ils restent chez eux la plupart du temps »* [GF3 Afrique du Sud]. En Afrique du Sud toujours, plusieurs femmes ont rapporté que leurs enfants ne vivaient pas avec elles, mais à la campagne avec leurs grands-parents qui veillaient sur eux, et qu'elles étaient contentes ainsi parce que cela signifiait que les enfants *« apprenaient une vie saine et rurale »* [GF5 Afrique du Sud].

Se fier à la famille étendue a longtemps été perçu comme une façon pour les femmes d'équilibrer leurs responsabilités maternelles avec une activité rémunérée, dans les sociétés où la famille nucléaire n'est pas la norme. Cependant, Heymann (2006) a mis en garde contre ce préjugé, en argumentant que la question reste spécifique au contexte. Sur les sept pays qu'elle a investigué dans son étude⁴, elle constate que seul un tiers des parents pauvres déclaraient pouvoir compter sur la famille étendue pour s'occuper des enfants sans assistance extérieure. Dans le même temps, davantage de parents (la moitié des parents à faibles revenus interrogés) déclaraient qu'ils étaient en fait plus surchargés par les soins à prodiguer à leurs malades ou à leurs aînés. Heymann (2006: 19) conclut que *« si les familles pauvres sont dans le plus grand besoin, elles sont aussi les moins certaines de pouvoir se reposer sur une aide de la famille étendue, puisque les membres de leur famille étendue sont les plus certains de devoir travailler sous peine de se retrouver eux-mêmes dans le besoin »*.

Les conclusions d'Heymann (2006) sont validées par les indications collectées en Thaïlande tout au long de cette enquête. Comme il est mentionné plus haut, une large proportion des femmes interrogées était les grands-mères des enfants dont elles s'occupaient, et non les mères, qui pour beaucoup d'entre elles s'étaient déplacées ailleurs pour travailler. Cook et Dong (2011) ont soutenu, à propos de la Chine, que les travailleuses migrantes ont tendance à être encouragées à laisser leurs enfants au foyer, à la campagne, avec leur famille étendue. Les employeurs, qui sont alors en mesure d'économiser sur les salaires, sont, de fait, subventionnés par le travail de garde des familles étendues.

En Thaïlande, il existe une dynamique similaire, et beaucoup de grands-mères interrogées pendant cette recherche avaient entrepris un travail à domicile comme un moyen pour entretenir leurs petits-enfants, parce qu'elles ne

reçoivent pas suffisamment de soutien financier de la part de leurs enfants qui travaillent. Souvent, elles ne reçoivent pas de soutien financier du tout. Cela met certainement à mal la légende qui suggère que les femmes peuvent toujours compter sur la famille étendue, ne reconnaissant pas le poids, entre autre financier, que cela place sur les membres les plus âgés de la famille. Dans ce cas, la charge de la garde des enfants, et ses coûts associés, sont déplacés des mères vers les grands-mères. Elles ne peuvent transférer ce poids à personne d'autre – elles sont en bout de chaîne – ce qui dans l'enquête thaïlandaise (voir tableau 2) explique le grand nombre de cas où l'enfant reste à la maison pendant que sa tutrice travaille. Le fardeau n'est pas seulement financier. *« Plus je vieillit, et plus je m'épuise »* déclarait une grand-mère, en parlant des difficultés de s'occuper de son petit-enfant à la maison pendant son travail [GF3 Thaïlande]. Une autre femme disait : *« Je ne suis pas contente (de s'occuper des petits-enfants). Je fais simplement mon devoir. Si je ne le fais pas, mes enfants ne peuvent pas aller travailler »* [GF7 Thaïlande].

La question du soutien financier met en lumière un autre point important à propos des soins prodigués par la famille et/ou l'entourage : ce n'est pas toujours gratuit. Au Brésil et en Afrique du Sud, les participantes se sont plaintes des coûts financiers induits par l'implication de la famille ou des voisines, même pour de courtes périodes. *« J'ai dû payer mon oncle pour qu'il m'aide »*, affirmait une récupératrice de matériaux du Brésil [GF1 Brésil]. Une autre récupératrice de matériaux de l'Afrique du Sud notait que : *« Même si vous pouvez demander à votre voisine de veiller sur votre enfant, votre voisine va vous faire payer, cela ne sera pas un service gratuit. Peu importe que vous n'ayez pas besoin que votre voisine surveille votre enfant pendant très longtemps, elles vous réclameront de l'argent »* [GF3 Afrique du Sud]. Cela ne veut pas dire que les membres de la famille et le voisinage ne devraient pas recevoir de compensation pour leurs efforts : comme démontré par les témoignages de Thaïlande, les membres de la famille ont souvent besoin de cet argent. Néanmoins, cela met de nouveau à mal la légende de la fiabilité de la famille étendue et des réseaux sociaux comme étant une solution relativement directe et gratuite pour les besoins de garde d'enfants. Une femme de l'Afrique du Sud a résumé la difficulté de la situation : *« La plupart des membres de ma famille sont sans emploi et ils ont des enfants, donc quand ils s'occupent du mien, je dois les aider financièrement. Et parfois, j'ai comme l'impression que mon enfant est un fardeau pour ma mère quand elle le porte sur son dos et part en ville (pour) faire ses propres courses »* [GF1 Afrique du Sud].

⁴ Brésil, Botswana, Mexique, Russie, Afrique du Sud, Vietnam, et les États-Unis d'Amérique.

Ce mode de garde posait aussi d'autres problèmes. Certaines femmes étaient préoccupées par la qualité des soins que les parents plus âgés donnent aux enfants – « *Je pouvais voir que mon enfant ne recevait pas des soins appropriés parce que ma mère est malade et âgée* », rapportait une Sud-africaine. [GF5 Afrique du Sud]. Au Ghana, les femmes ont de nouveau exprimé leur rejet de toute forme de garde d'enfants institutionnelle qui n'était pas délivrée par une organisation à visée éducative. Cela s'adressait même aux parents proches : « *J'ai vécu avec ma grand-mère qui tient un « chop bar » (lieu de restauration). En me remémorant par quoi je suis passée, la façon dont un membre de la famille m'a traitée, j'emmènerai mon enfant à l'école pour qu'il soit éduqué et bien soigné, au lieu de le confier à un membre de la famille comme je l'ai subi* » [GF2 Ghana]. « *Même quand je voyage et que mes gamins sont avec ma propre mère, je pense à eux lorsque je mange ; je me demande s'ils ont mangé eux aussi* », racontait une mère ghanéenne [GF4 Ghana]. Il y avait également des inquiétudes portant sur la perte du lien parental quand un enfant doit rester au loin à la campagne avec un grand-parent. Une femme sud-africaine parlait de la souffrance qu'elle ressentait quand son enfant refusait de la reconnaître : « *Mon enfant ne m'appelle pas maman, mais il appelle ma mère, maman. Cela me blesse profondément. Je tente des ruses pour qu'il m'appelle maman, mais il refuse. Il préfère passer du temps avec ma mère même quand je suis à la maison, je suis comme une étrangère pour lui, et il ne me considère pas comme sa mère* » [GF5 Afrique du Sud].

5.3 Emmener les enfants au travail/ garder les enfants à la maison pendant le travail

Après la garde des enfants et les soins fournis par la famille et/ou les membres de la communauté, cette option était la troisième forme de garde la plus utilisée, en particulier dans les pays où de nombreuses travailleuses à domicile composaient l'échantillon : en Thaïlande et en Inde, mais aussi en Afrique du Sud, où même les vendeuses de rue et les récupératrices de matériaux n'ont parfois pas d'autre choix que d'emmener les enfants au travail avec elles. Au Ghana également, les commerçantes du marché déclaraient qu'elles prendraient leur enfant avec elles jusqu'à ce qu'il soit en âge d'aller à l'école, plutôt que de dépendre d'autres personnes pour s'en occuper. Les implications positives et négatives de cette pratique varient en fonction du secteur d'activité et du lieu de travail, bien qu'il y ait des points communs.

Pour les travailleuses à domicile, c'était probablement le choix le plus facile et parfois le plus pratique – la flexibilité de leur activité leur permet de travailler et de garder un œil sur les enfants : « *Si je travaillais dehors, alors personne d'autre ne s'occuperait des enfants. Nous devrions employer quelqu'un. Alors, ça ne ferait plus de différence* » [GF5

Thaïlande]. Cependant, il y a aussi un prix – comme déjà décrit dans la partie 1. Les difficultés à se concentrer sur le travail pendant la garde de petits enfants n'ont pas seulement pour effet de diminuer la productivité des femmes, cela peut aussi signifier que les enfants sont moins en sécurité. Plusieurs femmes thaïlandaises ont parlé des accidents que leurs enfants avaient subis tandis que leur attention portait sur leur travail : « *J'étais trop concentrée sur la couture de mon ouvrage. Mon fils, âgé de 2-3 ans, a grimpé les escaliers et il est tombé. Il a eu 20 points de suture pour sa blessure au crâne* », se souvenait une travailleuse à domicile [GF5 Thaïlande]. Sans faire mention des risques que la nature même du travail peut faire courir aux enfants : la présence de produits toxiques, comme les colles et la poussière des textiles, les petits objets avalables comme les boutons et les pièces d'accessoires, ou les outils pointus, comme les ciseaux [GF5, GF6 Thaïlande]. Comme beaucoup de femmes l'ont reconnu, le foyer comme lieu de travail n'est pas un environnement idéal pour les petits enfants.

Pour les femmes qui travaillent en dehors du foyer, prendre les enfants au travail était parfois perçu comme une solution de garde acceptable. En Thaïlande, le marché était considéré comme un endroit relativement sûr pour les enfants. Les commerçants se connaissaient tous entre eux et pouvaient être attentifs aux enfants des uns et des autres [GF4 Thaïlande]. On retrouve un état d'esprit similaire au Ghana, où les femmes étaient, en général, convaincues que les enfants devaient rester avec leur mère jusqu'à ce qu'ils soient en âge d'aller à l'école (après l'âge d'un an) : « *Quand mon fils aura l'âge, je l'inscrirai tout de suite à l'école. Sinon, il reste avec moi* », affirmait une commerçante [GF4 Ghana]. En Afrique du Sud, au contraire, les marchandes percevaient cette option comme un dernier recours. Les participantes disaient qu'elles s'inquiéteraient des allées et venues de leurs enfants, ce qui les distrairait du travail et augmenterait leur stress. Une femme raconta l'histoire de son fils qui s'était égaré sur une route à fort trafic et qui avait presque été renversé par une voiture [GF2 Afrique du Sud]. En Inde, une marchande de légumes s'en était sortie avec son bébé qu'elle allaitait toujours, en « *attachant un petit hamac sous le chariot de vente et en allongeant mon enfant là pendant que je travaillais* » [rapport GF Inde]. Cependant, garder son enfant avec elle signifiait que lorsqu'il pleuvait elle ne pouvait pas l'emmener : « *Comme je n'avais pas d'endroit où le laisser, je ne pouvais pas aller au travail. Pour aussi longtemps qu'il pleuvait, je devais rester à la maison. C'était la fin de nos économies* » [rapport GF Inde].

Pour les récupératrices de matériaux du Brésil et d'Afrique du Sud, emmener les enfants au travail n'était pas du tout concevable. La raison principale venait du manque d'hygiène et des conditions dangereuses, même au Brésil où les coopératives des récupérateurs de matériaux disposent

d'espaces abrités pour travailler. Une récupératrice des matériaux brésilienne parlait de la façon dont elle devait « *courir à la salle de bains (pour se laver) afin qu'il (son petit-fils) ne me voie pas parce que je travaille dans le recyclage* », à chaque fois qu'elle rentrait à la maison après le travail [GF2 Brésil]. Une autre femme parlait aussi de sa fille qui ne pouvait pas venir à son association coopérative après la garde de jour parce que c'était « *trop dangereux* » [GF2 Brésil]. En Afrique du Sud cependant, certaines des récupératrices de matériaux n'avaient pas d'autre choix que de prendre leurs enfants avec elles, disant qu'elles n'avaient pas d'autre choix [GF3 Afrique du Sud]. La solution était loin d'être idéale pourtant. Une des femmes racontait combien c'était dangereux pour l'enfant, et aussi comment cela restreignait son aptitude à gagner de l'argent :

« Nous collectons des matériaux recyclables en grimpant dans des camions en marche sur leur trajet pour la décharge. Il faut être très rapide pour rattraper le camion, et nous sommes nombreuses, il y a même des hommes. Nous nous bousculons pendant que nous essayons d'atteindre l'arrière du camion. Parfois, je ne sais pas quoi faire parce que je ne peux pas laisser mon enfant à terre... Généralement, je porte mon petit sur mon dos et j'espère ne pas me faire écraser quand il y a une ruée pour atteindre le camion. Nous travaillons avec des matériaux dangereux, comme les métaux, il y a du danger partout. La plupart du temps, je ne vais pas jusqu'aux camions quand il y a trop de monde, de peur que mon enfant se fasse blesser » [GF3 Afrique du Sud].

5.4 Garde à domicile privée

Aucune des femmes interrogées pour cette enquête ne pouvait s'offrir les services réguliers d'une aide à domicile, et ce, pour un certain nombre de raisons. Un des problèmes identifiés par une participante brésilienne qui avait des revenus irréguliers était justement la dépense régulière du salaire à payer pour une travailleuse à domicile : « *Je touche (un salaire) tous les 2 mois, il est donc impossible de payer quelqu'un pour s'en occuper (de son enfant)* » [GF1 Brésil]. Deux participantes sud-africaines racontaient qu'elles préféreraient bénéficier d'une garde à domicile parce qu'elles seraient ainsi sûres que leur enfant recevrait une attention personnalisée, mais elles ne pourraient envisager cette solution que si elles « *s'en sortaient financièrement* » [GF2 Afrique du Sud]. Néanmoins, comme avec les organismes de garde d'enfants, la question de la confiance était également soulevée. « *Ces temps-ci, je ne peux pas courir à la fois le risque d'avoir quelqu'un qui surveille mon enfant, et d'avoir à la payer. Quand bien même, lorsque vous n'êtes pas dans les environs, vous ne pouvez être certaine de la façon dont l'enfant est traité* », notait une commerçante ghanéenne [GF2 Ghana]. Plusieurs participantes sud-africaines partageaient le même sentiment, disant qu'elles n'aimaient pas l'idée d'une inconnue qui veillerait sur leurs enfants : « *C'est difficile de demander à n'importe qui, parce que les gens ne savent pas comment s'occuper des enfants convenablement... Parfois, ils parlent mal... Un enfant reprend les mauvaises paroles et les mauvaises manières* » [GF1 Afrique du Sud].



Un vendeur et sa fille prennent la pose pour une photographie dans un marché de Lima, au Pérou.
Photo: Juan Arredondo/ Getty Images Reportage

6. Le rôle des hommes dans la garde des enfants

Il a déjà été mentionné qu'au Brésil et en Afrique du Sud, les familles monoparentales étaient courantes parmi les participantes de l'enquête. Cependant, même dans les pays où le taux de mariage était bien plus élevé, comme en Inde, il y avait une absence remarquable de toute discussion sur la place des hommes dans la garde des enfants. Ce résultat est représentatif du fait qu'au niveau mondial, les femmes consacrent presque 2,5 fois plus de temps aux activités de soins non rémunérées que les hommes (UN Femmes, 2015). Quelques femmes sud-africaines ont noté qu'elles étaient soutenues par les pères de leurs enfants, mais ce n'était pas une opinion répandue. Au Brésil, à l'exception d'une participante que son conjoint aidait régulièrement pour la garde des enfants, les femmes, même mariées, parlaient très peu du rôle de leur époux. Les hommes les aidaient parfois, mais seulement en cas d'urgence ou quand il n'y avait pas d'autre solution. Dans deux cas – au Brésil et en Afrique du Sud – les femmes étaient visiblement contrariées par le fait qu'elles avaient dû séparer leurs enfants pour que l'un d'entre eux puisse être gardé par son père [GF1 Brésil, GF2 Afrique du Sud].

Au Ghana, où les taux de mariage sont bien plus élevés qu'au Brésil ou qu'en Afrique du Sud, des plaintes se faisaient entendre sur le double rôle que les femmes étaient à présent supposées jouer : à savoir, continuer de s'occuper des enfants en premier lieu, mais également contribuer aux revenus du foyer. Comme l'une de ces femmes le formulait, « *de nos jours, où les hommes deviennent des femmes et les femmes deviennent des hommes, je porte la*

responsabilité de l'entretien de la famille sur mes épaules avec très peu d'aide de mon mari » [GF1 Ghana]. En Inde, les femmes assument la garde des enfants comme leur responsabilité première (Budlender, 2008 ; Palriwala et Neetha, 2011), mais il a été admis que dans certains cas, les hommes apportaient leur soutien lorsqu'ils y étaient disposés, et que la garde des enfants n'entraînait pas en conflit avec leurs engagements professionnels, bien que certaines tâches spécifiques seraient toujours considérées comme étant dévolues aux femmes : « *Il fera tout le travail, mais il ne lui fera pas prendre son bain et il ne l'habillera pas. C'est un travail de femme. Je dois préparer le repas, et il va le nourrir* » [rapport GF Inde].

La place des grands-pères constituait une exception intéressante à cette tendance générale, car ils prennent une part plus importante que les pères dans la vie de leurs petits-enfants. Cela pouvait être remarqué dans les informations individuelles des participantes (IIP) thaïlandaises, les seules pour lesquelles l'option « compagnon » était régulièrement choisie comme un mode de garde. Cela correspond avec le nombre élevé de grands-parents s'occupant de leurs petits-enfants dans l'échantillon thaïlandais. De même, le rôle des grands-pères est apparu pour au moins deux cas en Afrique du Sud : « *Le grand-père s'occupe souvent des enfants. Il leur cuisine du porridge le matin et il les nourrit* », rapportait une des mères [GD1 Afrique du Sud]. Les recherches sur la place des grands-pères, en particulier dans la garde d'enfants, semblent être très limitées. L'accent est le plus souvent placé soit sur les grands-mères, soit sur le couple en tant qu'unité. Une étude internationale sur « les hommes qui s'impliquent », suggère que lorsqu'ils endossent ces responsabilités d'attention,



*Cette jeune fille aide sa mère au travail à Bangkok, en Thaïlande. Comme il est fréquent pour beaucoup de familles travaillant dans l'économie informelle, sa mère est son unique tutrice.
Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage*

c'est généralement suite à des circonstances particulières (le décès d'une conjointe/ ou d'enfants, les besoins d'enfants travailleurs), plutôt que le résultat d'un choix. (Barker et coll. 2012).

En général toutefois, il y avait ce sentiment parmi les femmes interrogées que les hommes étaient peu doués pour s'occuper des enfants. En Thaïlande, les femmes disaient que les hommes ne savaient pas comment nourrir les enfants et leur donner le lait, qu'ils n'étaient pas aussi « attentionnés » qu'elles, et qu'ils étaient aussi enclins à boire et à fumer, ce qui expliquait que les femmes « ne les voulaient pas autour de mes enfants » [GF7 Thaïlande]. En Afrique du Sud, les femmes étaient catégoriques sur le fait que les hommes ne devraient pas être autorisés à travailler dans les garderies [GF3 Afrique du Sud].



Jyotsna Mahendra (à gauche) est une éducatrice de l'accueil de jour de BalSEWA, à Ahmedabad, en Inde. Elle est accompagnée des éducatrices auxiliaires Rita Khajri (au centre) et Kasha Solanki (à droite). Photo: Paula Bronstein/Getty Images Reportage

7. Qu'est-ce qui fait un bon établissement de garde d'enfants ?

« Lorsque je devais m'occuper de mon bébé quand il était nourrisson, je ne pouvais rien faire d'autre et j'ai perdu mon revenu. Le jour où je reprendrai une activité, j'aimerais que quelqu'un veille sur mon enfant pour que je puisse me concentrer sur le travail » [GF6 Thaïlande]. Cette citation d'une travailleuse de l'informel thaïlandaise exprime un sentiment qui était partagé dans tous les pays : les vies professionnelles des femmes étaient significativement plus faciles quand un mode de garde approprié leur était disponible. Parmi cet échantillon, biaisé par la présence des adhérentes de SEWA, les garderies représentaient la solution la plus populaire. Bien que le recours à ces organismes ne soit pas toujours considéré comme universellement approprié pour des raisons sociales et culturelles, ils offrent un certain nombre d'avantages. Il est plus aisé pour l'État de contrôler la qualité du service de garde fourni par des organismes, que cela ne l'est pour l'attention fournie par l'entourage familial. Les enfants peuvent aussi recevoir l'éducation préscolaire et le complément nutritionnel qui sont nécessaires pour casser la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, ce dont les travailleuses de l'informel sont profondément conscientes. « J'emmène mon enfant à l'école pour qu'il ait un avenir radieux – je ne veux pas qu'il soit comme moi », confiait une marchande ghanéenne [GF2 Ghana].

Toutefois, selon les discussions et les exemples pratiques cités plus hauts, et comme les centres de puériculture de SEWA l'ont démontré (ASK, 2011), les bénéfices des modes de garde d'enfants collectives sont les meilleurs lorsque ces

centres sont reconnus comme fiables par les parents, qu'ils fournissent une attention de qualité aux enfants, et qu'ils opèrent de manière à inclure les besoins des travailleuses de l'informel. Afin de comprendre les spécificités de ces caractéristiques, il a été introduit dans l'agenda des groupes focaux une question qui demandait aux femmes de développer ce qu'elles considéraient être les critères d'un bon organisme de garde d'enfants. D'un pays à l'autre, les réponses étaient remarquablement similaires. Ce qui suit est un résumé des points clés soulevés par les participantes de cette recherche.

7.1 Les établissements de garderie devraient avoir des horaires d'ouverture qui tiennent compte des horaires irréguliers et étendus des travailleuses de l'informel.

Cela signifie que les centres devraient être ouverts tôt le matin et fermer plus tard le soir. « Là où je vivais avant, c'était (les heures d'ouverture) à partir de 6 heures du matin », expliquait une récupératrice des matériaux brésilienne. Cela voulait dire qu'elle pouvait emmener sa fille à la garderie elle-même et qu'elle « n'avait à payer personne pour s'en occuper », pendant l'intervalle du moment de son départ au travail et l'ouverture de l'établissement. Cela signifie aussi que ces organismes devraient fonctionner en reconnaissant que les travailleuses de l'informel trouvent difficile de prendre du temps sur leur activité professionnelle, ce qui se traduit souvent par une perte de gains. Au Brésil, les femmes se plaignaient que les réunions de parents d'élèves étaient souvent planifiées pendant leur journée de travail, alors qu'il aurait été plus adapté de les prévoir en soirée. Les travailleuses admettaient que cette requête pouvait créer des

tensions avec les auxiliaires de puériculture à propos de leurs propres conditions de travail. Une suggestion en provenance du Brésil était d'embaucher plus d'employées, qui pourraient alors travailler en roulements. Par exemple à Belo Horizonte, toujours au Brésil, les récupératrices de matériaux se sont coordonnées pour réclamer à la municipalité un service de garderie qui correspondait avec leurs horaires de travail. Le centre ainsi mis en place ouvrait de 7 heures du matin à 10 heures du soir, mais les éducatrices et les auxiliaires de puériculture pouvaient travailler en quatre roulements, ce qui garantissait que leurs horaires de travail étaient limités (Ogando & Brito, 2016).

7.2 Participation dans la gouvernance et bonne communication

« Je veux savoir tout ce qui concerne mes enfants/petits-enfants. Nous avons besoin d'avoir des droits et une voix dans la garderie qui s'occupe de nos enfants. Ce n'est pas comme si nous les (enfants) emmenions là-bas et que nous nous résignons à tout ce que le gouvernement a prévu pour nous. Ce n'est pas comme si le gouvernement peut faire tout ce qu'il veut. Les parents doivent avoir le droit d'exprimer leurs opinions et de superviser » [GF6 Thaïlande]. Ce commentaire a été fait par une participante thaïlandaise, et il reflète le sentiment général que les parents devraient avoir voix au chapitre dans la gestion des établissements de garderie, afin de générer une plus grande confiance dans la qualité de l'attention qui est fournie à leurs enfants. La communication est aussi perçue comme étant cruciale. Au Brésil, bien qu'il y ait de nombreuses réclamations concernant les organismes de garde publics, les participantes disaient qu'elles appréciaient le nombre de réunions entre parents et enseignants qui y étaient planifiées.

7.3 Les établissements de garderie devraient être abordables : soit gratuits, soit largement subventionnés

Conserver des centres de garderie abordables pour les femmes pauvres était une requête fortement articulée dans tous les pays. Si des frais doivent être facturés, il devrait être possible de les payer en plusieurs fois.

7.4 Les organismes de garde d'enfants devraient comporter une composante éducative

Cela était souligné par les femmes ghanéennes interrogées dans cette enquête ; elles étaient fermement convaincues que « l'éducation est la clé ». « Tout revient à l'éducation... Au lieu de laisser mon enfant à n'importe qui, je l'enverrai à l'école pendant que je travaille », disait une commerçante

ghanéenne. [GD1 Ghana]. Au Ghana, la qualité de n'importe quel organisme de garde serait jugée en fonction de la présence d'une composante éducative dans les activités quotidiennes. Bien que les femmes fussent moins véhémentes sur ce point dans d'autres pays, il y avait un sentiment généralisé que l'éducation et la qualité du service de garde étaient étroitement liées, tout spécialement pour les enfants de plus de 3 ans. Un certain nombre de femmes en Inde rapportaient qu'elles appréciaient les centres de SEWA parce qu'ils délivraient des bases éducatives qu'elles n'auraient pas eu le temps de conférer à leurs enfants autrement [rapport GF Inde]. À cet égard, les femmes ressentaient que les éducatrices/auxiliaires de ces établissements devraient être bien formées, non seulement aux soins de puériculture, mais aussi aux méthodes d'éducation préscolaire de base.

7.5 Les établissements de garderie devraient inclure un système de santé

« Cela me rendrait très heureuse si les auxiliaires des crèches pouvaient aider à emmener l'enfant au dispensaire quand elles remarquent qu'il nécessite une attention médicale. Cela m'aiderait à me concentrer sur le travail et cela m'éviterait de perdre un jour d'activité parce que je dois veiller sur un enfant », racontait une femme sud-africaine [GF3 Afrique du Sud]. Pareillement, les femmes du Brésil disaient que cela serait pratique si les centres de garderie disposaient d'une infirmière qui pourrait traiter les petites maladies. À l'heure actuelle, au Brésil, même si un enfant suit un traitement mineur, il ou elle ne peut pas venir à la garderie. Cela signifie que les femmes doivent prendre du temps sur leur activité professionnelle lorsque les enfants sont malades.

7.6 Les organismes de garde d'enfants devraient disposer d'infrastructure de base et de ressources humaines qualifiées

De façon unanime, les femmes de tous les pays partageaient l'opinion que les équipements matériels de base devaient être de bonne qualité : l'établissement devait être propre, suffisamment spacieux, avec des toilettes et des mesures de sécurité. Elles soutenaient également qu'il était nécessaire d'établir un taux de personnel qualifié par enfant approprié, et que les éducatrices et auxiliaires exerçant dans l'établissement devaient être bien connues de la communauté. « Si les assistantes maternelles font partie de notre communauté, alors nous pouvons leur faire confiance parce que nous les connaissons bien », témoignait une participante thaïlandaise [GF6 Thaïlande].

7.7 Mise à disposition d'aliments nutritifs.

L'approvisionnement des centres en nourriture saine était considéré comme essentiel, car il soulageait les femmes du poids de devoir nourrir l'enfant : « *En quittant (l'accueil de jour) après le dîner, il arrive à la maison déjà rassasié et cela réduit aussi les dépenses du foyer* », racontait une participante brésilienne [GD1 Brésil].

7.8 Un emplacement convenable

Il était généralement admis que les établissements de garderie devaient être « *bien situés* », mais cela n'était pas toujours défini de la même manière. Pour les travailleuses à domicile, il était important que le centre soit près de la maison. C'était particulièrement le cas pour les grands-mères âgées qui ressentaient qu'une marche de plus de 20 minutes pour emmener un enfant à la garderie serait de trop pour elles [GD3 Thaïlande]. Pour les marchandes

sud-africaines, il semblait que les centres de garde d'enfants devaient être situés près de leur lieu de travail, qui lui est souvent éloigné de leur lieu de résidence. Une commerçante expliquait qu'elle préférerait cela parce que « *... Je pourrais partir avec l'enfant le matin et le déposer à la garderie. Et l'après-midi, si les affaires ou le travail sont lents (tranquille) je pourrais aller le voir, et si j'ai oublié quelque chose comme un médicament, je pourrais facilement l'apporter au centre. Je n'aurais pas à prendre un taxi et à payer une course pour rejoindre la garderie – si elle est près de mon lieu de travail* » [GF2 Afrique du Sud].

Toutefois, que l'organisme de garde soit situé près du travail ou près de la maison, la distance est décisive : si elle est trop grande, il faut alors plus de budget pour les transports. Autrement, les travailleuses à domicile pourraient considérer que cela n'en vaut pas la peine, et elles garderont les enfants à la maison [rapport GF Inde, GF Thaïlande].



*Des colporteuses transportent leurs enfants sur le dos pendant leur travail au marché, à Accra, au Ghana.
Photo: Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage*

8. Conclusion

Cette recherche exploratoire a délivré une photographie des dynamiques propres à la relation entre une activité non rétribuée de garde d'enfants et un travail rémunérateur, pour les travailleuses de l'informel de six organisations de base dans cinq pays différents. Elle a aussi permis de collecter des connaissances approfondies sur la façon dont ces femmes gèrent leur double responsabilité, ainsi que sur les modes de garde qui leur sont disponibles. D'un point de vue plus général, cette étude a mis en exergue les points clés relatifs aux interactions entre le genre et le marché du travail, et en particulier la façon dont une activité de garde non rémunérée agit comme une contrainte sur l'autonomisation économique des femmes. La capacité des femmes à gagner leur vie et à capitaliser les biens et les économies qui les protégeront dans la vieillesse se trouve altérée par la disproportion de leur responsabilité en ce qui concerne la garde des enfants.

Ce rapport a identifié plusieurs mécanismes au travers desquels le potentiel économique des femmes travailleuses de l'informel est limité par leur implication non rémunérée dans l'attention donnée aux jeunes enfants ; cela contribue à la segmentation du marché du travail, avec les femmes optant pour des emplois moins bien payés, plus précaires, mais aussi plus flexibles, qui leur permettent d'équilibrer les travaux de soins avec des activités rémunératrices. Bien que cela soit un fait relativement établi dans la littérature sur la question du genre et du marché du travail, ce rapport a identifié des mécanismes supplémentaires. S'occuper de jeunes enfants décroît la productivité des femmes en limitant et/ou altérant leur calendrier de travail de telle sorte qu'elles se retrouvent exclues des pratiques les plus rentables ; et devoir travailler en veillant simultanément sur des enfants induit une distraction qui peut à la fois brider leur productivité, et signifier que les enfants sont laissés dans un environnement dangereux.

En parallèle, l'inverse peut également être considéré comme vrai : la nature de l'emploi informel, avec ses faibles gains, ses horaires étendus, et le manque de protections sociales et professionnelles, complique la façon dont les femmes et les hommes souhaiteraient pouvoir s'occuper de leurs enfants. Cela nous mène vers le besoin d'un changement de politiques sociales et économiques plus large en faveur des travailleurs pauvres, comprenant des politiques macroéconomiques (industrielles, commerciales et fiscales), des politiques et des réglementations urbaines, des normes et des règlements du travail, ainsi que des protections sociales (Chen, Jhabvala & Lund, 2011).

Toutefois, bien qu'elle doive être appréhendée dans un contexte de changements économiques et sociaux plus

larges, cette recherche suggère qu'il est essentiel de répondre à la question de la responsabilité disproportionnée des femmes envers les activités de soins non rémunérées, afin d'améliorer leur productivité au travail et de faciliter leur autonomie économique. Contrairement à la tendance actuelle visant plus d'austérité dans les dépenses publiques, il est en fait nécessaire pour les États d'augmenter les dépenses afin d'améliorer la situation économique des femmes. La mise à disposition par le secteur public d'organismes de garde d'enfants de qualité, abordables et accessibles est une façon déterminante de traiter cette question, et porte le potentiel de souscrire à ce que l'ONU Femmes (2015) a décrit comme étant le «triple dividende» : a) en favorisant la participation des femmes dans le marché du travail, b) en améliorant les facultés des enfants, et c) en créant des emplois décents dans le secteur des soins.

Pour approfondir nos connaissances, nous suggérons une extension de cette enquête, comprenant à la fois des composantes qualitatives et quantitatives, envers un échantillon plus large et plus représentatif des travailleuses de l'informel. En parallèle, il est nécessaire de collecter davantage de données sur «ce qui fonctionne» en termes de réduction des limites que l'activité de garde non rémunérée représente pour les femmes dans le marché du travail. Alors que les données existantes suggèrent par exemple que la mise à disposition d'établissements de garderie génère un impact positif sur le revenu des femmes, ces données sont rares et sont principalement dérivées de petites enquêtes (Alfers, 2015). Des études plus importantes et plus rigoureuses sont requises afin de démontrer ces relations. Comme corolaire à cela, il est nécessaire de conduire au moins deux sortes de calculs du prix de revient. Le premier doit s'intéresser aux «frais réels de garde» des femmes travailleuses, incluant les manques à gagner, les transports aller et retour vers les lieux de garde, les honoraires, les rémunérations d'autres personnes aidant à la garde d'enfants, et ainsi de suite. Il faut ensuite relier ce calcul au débat sur l'autonomisation économique des femmes. Le deuxième exercice consiste à détailler quel est le coût minimum pour l'État de la mise à disposition de modes de garde, afin de soutenir les appels destinés à améliorer, étendre, ou développer l'engagement des services publics dans ce secteur. Enfin, cette étude s'est concentrée sur les travailleuses de l'informel utilisatrices des prestations de garde. Une recherche plus avancée est nécessaire, sur les conditions de travail des femmes (principalement) travailleuses de l'informel qui fournissent ces prestations, comme les auxiliaires maternelles et les travailleuses domestiques. Elles ont aussi des besoins spécifiques de garde d'enfants qui ne sont pas comblés, en raison de leur statut de migrantes et de la nature de leur emploi dans les foyers d'autres personnes.

Sources

Alfers, L. 2015. "WIEGO Child Care Initiative: Literature Review." Cambridge, MA.: WIEGO.

Association for Stimulating Know How (ASK). 2011. "SEWA: Child Care Impact Assessment Report." Haryana: ASK.

Bangkok Metropolitan Administration. 2007. "Preschool Children Development Centres in Bangkok." Bangkok : BMA.

Barker, G, M. Greene, M. Nascimento, M. Segundo, C. Ricardo, A. Taylor, F. Aguayo, M. Sadler, A. Das, S. Singh, J.G. Figueroa, J. Franzoni, N. Flores, R. Jewkes, R. Morrell, et J. Kato, J. 2012. "Men Who Care: A Multi-Country Qualitative Study of Men in Non-Traditional Caregiving Roles." Washington DC: International Centre for Research on Women (ICRW) et Rio de Janeiro: Instituto Promundo.

Budlender, D. 2008. "The Statistical Evidence on Care and Non-Care Work across Six Countries." Genève : UNRISD.

Buvinic, M., R. Furst-Nichols, et E. Courey Pryor. 2013. "A Roadmap for Promoting Women's Economic Empowerment." UN Foundation et ExxonMobil.

Carré, F et J. Heintz. 2009. "Towards a Common Framework for Informal Employment across Developed and Developing Countries." *WIEGO Working Paper (Statistics) No. 26*. Cambridge, MA : WIEGO.

Charmes, J. 2006. "A Review of Empirical Evidence of Time Use in Africa from UN Sponsored Surveys" sur C. M. Blackden et Q. Wodon (eds.) *Gender, Time Use, and Poverty in Sub-Saharan Africa. World Bank Working Paper No. 73*. Washington DC: The World Bank.

Chen, M, R. Jhabvala et F. Lund. 2011. "Supporting Workers in the Informal Economy: A Policy Framework." Document préparé pour le Groupe de travail de l'OIT sur l'économie informelle. Genève : WIEGO & OIT.

Cook, S. and X. Dong. 2011. "Harsh Choices: Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care Responsibilities under Economic Reform." *Development and Change*, 42 (4): 947-965.

Enchautegui, M.E, M. Johnson et J. Gelatt. 2015. "Who Minds the Kids When Mom Works a Nonstandard Schedule?" Washington DC: Urban Institute.

Henly, J.R, H. Luke Shaefer et E. Waxman. 2006. "Nonstandard Work Schedules: Employer- and Employee-Driven Flexibility in Retail Jobs." *Social Service Review* 80 (4): 609-34.

Heymann, J. 2006. *Forgotten Families: Ending the Growing Crisis Confronting Children and Working Parents in the Global Economy*. New York: Oxford University Press.

Organisation internationale du Travail. 2012. «Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture.» Genève : Statistical Office, OIT.

Organisation internationale du Travail. 2013. "Domestic Workers Across The World: Global and Regional Statistics & Extent of Legal Protection." Genève : OIT.

Organisation internationale du Travail. 2016. "Social protection for domestic workers: Key policy trends and statistics." *Social Protection Policy Papers, Papers 16*. Genève : OIT.

Confédération Syndicale Internationale. 2016. "Investing in the Care Economy: A Pathway to Growth." Bruxelles : CSI.

Lister, R. 1997. *Citizenship: Feminist Perspectives*. Londre : MacMillan.

Lund, F. 2010. "Hierarchies of care work in South Africa: Nurses, social workers and home-based care workers." *International Labour Review* 149 (4): 495-509

Martin, P, L. Berry, L. Biersteker, C. Desmond, D. Harrison, S. Naicker, L. Richter, H. Salojee et W. Slemming. 2014. "National ECD Policy: Draft Full Report." Pretoria: Human Sciences Research Council.

Ogando, A.C et M. Brito. 2016. "WIEGO Child Care Initiative: Latin America Policy Scoping." Cambridge, MA: WIEGO.

Palwirala, R et N. Neetha. 2011. "Stratified Familialism: The Care Regime in India through the Lens of Childcare." *Development and Change*, 42 (4): 1049-1078.

Quisumbing, A.R., K. Hallman et M. Ruel. 2003. "Maquiladoras and Market Mamas: Women's Work and Childcare in Guatemala City and Accra." *IFPRI Discussion Paper No. 153*. Washington DC: IFPRI.

Razavi, S. 2011. "Rethinking Care in a Development Context: An Introduction." *Development and Change*, 42 (4): 873-903.

Stoll, M, D. Alexander et N. Sugimura. 2006. "Working Later in Illinois: Working Schedules, Incomes, and Parents' Access to Child Care." Chicago: Action for Children.

Tokman, V. 2010. "Domestic Workers in Latin America: Statistics for New Policies." *WIEGO Working Paper (Statistics) no. 17*. Cambridge, MA: WIEGO.

ONU Femmes. 2015. Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits. New York : ONU Femmes.

Williams, J. 2000. *Unbending Gender: Why Family and Work Conflict and What to Do About It*. Londre: Oxford University Press.

Annexe A

PROGRAMME DE CONSULTATION DES GROUPES FOCaux SUR LA GARDE D'ENFANTS

Introduction :

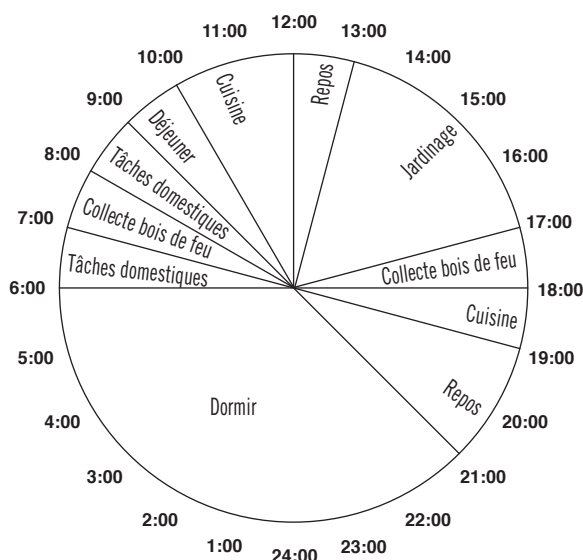
Expliquez l'objectif de l'*Initiative garde d'enfants (CCI)*, et la finalité de la recherche aux participantes du groupe focal. Donnez aussi un bref aperçu de la façon dont le groupe devra travailler et des horaires de chaque activité.

Pour briser la glace : les participantes devront parler à la personne à côté d'elles : nom, profession, combien d'enfants à charge, et l'âge de ces derniers. Puis elles devront présenter leur équipière au groupe.

Activité 1 : « Un jour dans la vie » (d'un cas type de travailleuse à domicile, travailleuse domestique, vendeuse de rue, ou récupératrice des matériaux).

Objectif de l'activité : obtenir une idée des tâches quotidiennes caractéristiques des travailleuses de l'informel dans un secteur d'activité, ainsi qu'ou, et quand la garde d'enfants entre intensément en conflit avec le travail.

Matériel nécessaire : le contour d'une « horloge d'activité » (voir ci-dessous) sur une feuille de papier/ou papier cartonné pour un diagramme, et des feutres marqueurs.



L'horloge d'activité : voici un exemple d'horloge d'activité utilisé par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

Cette horloge a déjà été remplie par des participantes d'un groupe de discussion. Au début de l'activité, l'intérieur du cercle doit être vide, et les participantes le rempliront en fonction de leurs tâches quotidiennes.

Notez que toute activité se rapportant à la cuisine, à l'habillage, ou aux soins des enfants doit être mise par écrit.

Conduire l'activité : l'idée est de permettre au groupe de créer des histoires à propos d'une journée dans leur vie. Le groupe ne réalisera qu'une seule horloge, mais la discussion sera modérée de telle sorte que les disparités dans les tâches quotidiennes seront mises par écrit.

- Un cercle vide doit être tracé sur une grande feuille de papier.
- Les horaires doivent être notés autour du bord comme dans le dessin ci-dessus.
- On demande à une participante de remplir ses tâches matinales (de son réveil jusqu'à midi). Une autre participante doit remplir ses tâches de l'après-midi (de midi jusqu'à son coucher). Les deux participantes doivent alors expliquer leur emploi du temps au groupe.
- Les participantes peuvent noter plus d'une activité par tranche horaire !
- On demande aux deux participantes d'ajouter une étoile sur les heures de la journée où la garde d'enfants se heurte à leurs habitudes de travail.
- Le modérateur demande ensuite au reste du groupe si leurs tâches quotidiennes sont similaires ou différentes de celles dessinées sur l'horloge, et si leurs obligations de garde d'enfants/ de travail entrent en conflit de la même façon. S'il y a des différences, l'animateur/trice doit encourager les participantes à les détailler.

« L'horloge d'activité » finale est moins importante que la discussion qui en résulte, il est donc important que le débat autour de la création de l'horloge soit bien rapporté par écrit.

Si plus d'une activité se déroule au même moment, toutes les activités doivent se retrouver sur l'horloge.

Quelques exemples de questions rapides pour entamer l'exercice :

1. À quelle heure les femmes de votre secteur d'activité se lèvent-elles ? Quelle est la première chose qu'elles font/ que vous faites ? Que font-elles/ faites-vous ensuite ? (Continuer avec ce type de répliques jusqu'à ce que l'horloge soit remplie).
2. Si la garde d'enfants n'a pas surgi au travers des questions ci-dessus, il faudra demander aux travailleuses où est-ce que l'attention donnée aux enfants se positionne dans leurs tâches quotidiennes.
3. À quelle heure est-il le plus difficile de s'occuper de vos enfants ? (Ces horaires doivent être marqués d'une étoile). Pourquoi ces horaires sont-ils si compliqués ?

Activité 2 : Discussion du groupe/narration

Objectif de l'activité : générer une discussion parmi les participantes à propos de la relation entre la garde d'enfants et le travail rémunéré, afin de rassembler les témoignages des travailleuses sur les périodes où les deux activités se télescopent, pour leur demander comment elles arrivent à composer avec ces conflits.

Matériel nécessaire : ceci est une activité orale qui ne nécessite aucun matériel.

Conduire l'activité : ceci est une activité basée sur l'échange, et il est important d'assurer une très bonne prise de notes de la discussion. Tout témoignage qui ressort doit être retranscrit mot pour mot, et traduit en anglais aussi vite que possible. Cela même en cas d'utilisation d'un langage idiomatique : une explication de l'expression doit alors accompagner la traduction. Par exemple : « Cela me prend la tête » (cela m'énerve).

Questions pour la discussion :

1. Comment la garde de vos enfants affecte-t-elle le travail que vous faites pour gagner un revenu ?
2. Qui veille sur vos enfants lorsque vous travaillez ?
3. Pourquoi avez-vous choisi cette solution ?
4. En êtes-vous satisfaite ?
5. Est-ce que vous avez accès à d'autres modes de garde d'enfants ? Pourquoi ne pas les utiliser ?
6. Si une autre fille ou une femme de votre foyer s'occupe de vos enfants, comment cela l'affecte-t-elle ?
7. Est-ce que l'une d'entre vous peut nous raconter une fois où il vous a été difficile de gagner de l'argent à cause de la garde de vos enfants ?
8. De quelle façon le travail qui vous permet de gagner de l'argent affecte-t-il votre vie de famille ?
9. Combien de temps passez-vous avec vos enfants pendant la journée/ la semaine ?

Activité 3 : Qu'est-ce qu'un bon établissement de garde d'enfants ?

Objectif : les faits suggèrent que les femmes sont moins enclines à solliciter un établissement de garde d'enfants si elles considèrent que les soins fournis sont de mauvaise qualité. Dans cet exercice, nous voulons connaître quels sont les critères que les femmes considèrent être de qualité pour un établissement de garderie.

Matériel nécessaire : stylo, feuille de papier/ ou papier cartonné pour un diagramme.

Conduire l'activité : en haut du carton, écrire « un bon établissement de garderie... », puis diviser le carton en deux colonnes. La colonne de gauche est intitulée « Devrait avoir », et la colonne de droite est intitulée « Ne devrait pas avoir » (voir exemple ci-dessous).

Il faut alors demander aux participantes de lister toutes les caractéristiques d'un centre de garde d'enfants de bonne qualité dans la colonne « Devrait avoir ». Dans la colonne « Ne devrait pas avoir », il faut demander aux participantes de lister les choses qu'elles ne voudraient pas voir dans une garderie.

UN BON ÉTABLISSEMENT DE GARDERIE...	
DEVRAIT AVOIR	NE DEVRAIT PAS AVOIR

Activité 4 : Jeux des requêtes. N.B. ceci est important et l'animateur/trice doit s'assurer de laisser suffisamment de temps pour cette activité.

Objectif : obtenir un retour des travailleuses sur la campagne potentielle de WIEGO sur la garde d'enfants.

Matériel nécessaire : une impression de l'affiche sur la page suivante de ce document (*si vous souhaitez disposer de quelques-uns de ces posters pour un travail sanitaire, faites-le nous savoir !*).

Conduire l'activité :

- Expliquez aux travailleuses que WIEGO prépare une campagne pour faire prendre conscience du besoin des services de garde d'enfants dans l'économie informelle. WIEGO souhaite collaborer avec d'autres organisations de travailleurs de l'informel sur cette campagne, et nous viserons à influencer à la fois les politiques nationales et internationales. Nous voulons que les gens sachent que la garde des enfants est un problème pour les femmes travailleuses dans l'économie informelle.
- Expliquez que toutes les campagnes requièrent une liste de requêtes.
- Montrez l'impression de l'affiche aux travailleuses. Dans ce cas, les travailleurs ont listé leurs requêtes en matière de services sanitaires.
- Demandez ensuite aux participantes de réfléchir aux types de requêtes qu'elles voudraient voir faire partie d'une campagne sur la garde d'enfants.

Annexe B

Renseignements individuels des participantes pour les groupes focaux

1. Nom (optionnel) :

2. Âge :

3. Type de travail principal :

4. Statut marital:
 - Mariée
 - Concubinage
 - Célibataire
 - Divorcée
 - Veuve

5. Lieu de travail : *Encerclez s'il vous plaît celui qui s'applique à votre situation.*
 - Mon propre foyer
 - Le foyer de quelqu'un d'autre
 - La voie publique
 - Le marché
 - Un autre endroit

6. Si vous ne travaillez pas chez vous, est-ce que votre lieu de travail est éloigné de votre lieu de résidence ?
Encerclez s'il vous plaît.
 - Oui Non

7. Combien d'enfants de moins de 7 ans avez-vous ? Quel âge ont-ils ?

8. Combien d'enfants entre 7 et 15 ans avez-vous ? Quel âge ont-ils ?

9. Qui veille sur vos enfants lorsque vous travaillez ? *Encerclez s'il vous plaît ceux qui s'appliquent à votre cas.*

Un membre de la famille

(Merci de préciser : fille, fils, conjoint, mère, père, tante, etc.)

Organisme de garde d'enfants (public)

Organisme de garde d'enfants (privé/religieux/ONG)

Voisins

(Précisez si cette connaissance est une femme ou un homme)

Ils viennent au travail avec moi

Personne

10. Quelle est la personne ou l'organisme qui veille le plus souvent sur vos enfants ?

Un membre de la famille

(Merci de préciser : fille, fils, conjoint, mère, père, tante, etc.)

Organisme de garde d'enfants (public)

Organisme de garde d'enfants (privé/religieux/ONG)

Voisins

(Précisez si cette connaissance est une femme ou un homme)

Ils viennent au travail avec moi

Personne

11. Si vous payez quelqu'un ou un établissement pour veiller sur vos enfants pendant que vous travaillez, combien dépensez-vous pour cela chaque semaine ?

12. Est-ce que cette personne ou cet établissement est proche ou éloigné de votre lieu de travail ?

Proche Éloigné

13. Est-ce que cette personne ou cet établissement est proche ou éloigné de votre foyer ?

Proche Éloigné

À propos de WIEGO : Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO) est un réseau mondial de recherche et de support à l'élaboration de politiques et stratégies visant à améliorer le statut des travailleurs marginalisés, en particulier celui des femmes, dans l'économie informelle. WIEGO poursuit ses objectifs en assistant la construction et le renforcement de réseaux d'organisations de base ; en entreprenant l'analyse de politiques publiques et la recherche statistique sur l'économie informelle ; en donnant des conseils stratégiques et en organisant des dialogues sur l'économie informelle auxquels participent des représentants des organisations de travailleuses et travailleurs informels. Également, WIEGO documente et diffuse les bonnes pratiques de soutien à la force de travail informelle. WIEGO est basée à Manchester, RU, et son secrétariat international est à l'Université de Harvard, É.-U.A. Regardez www.wiego.org

